

istomag '44

La Seconde Guerre Mondiale par des passionnés pour des passionnés !



N° 79
Septembre 2012

Dossier spécial **LE FRONT DES STADES**



Quand les sportifs font la guerre... ou la subissent

*Avec la participation de :
Alexandre Sanguedolce, Prosper Vandembroucke, Etienne Wilmet*

Ligne éditoriale :

Histomag'44 est produit par une équipe de bénévoles passionnés d'histoire. À ce titre, ce magazine est le premier bimestriel historique imprimable et entièrement gratuit. Nos colonnes sont ouvertes à toute personne qui souhaite y publier un article, nous faire part d'informations, annoncer une manifestation.

Si vous êtes intéressé à devenir partenaire de l'Histomag'44, veuillez contacter notre rédacteur en chef.

Contact : histomag@39-45.org

Sommaire du n° 79

Éditorial (<i>Vincent Dupont</i>) :	p3
Des athlètes dans la tourmente (<i>Prosper Vandenbroucke</i>) :	p4
Des manèges au feu, des cavaliers dans la guerre (<i>Vincent Dupont</i>) :	p6
Gino, Fausto et les autres : Histoires de cyclistes d'avant et après-guerre (<i>Alexandre Sanguedoce</i>) :	p13
Des courts au front, des tennismen dans la guerre (<i>Guillaume Wilecoq</i>) :	p17
Zone BD : Grand Prix, par Marvano (<i>Etienne Wilmet</i>) :	p23
Les Jeux de Berlin :	p25
L'emploi en Belgique (<i>Prosper Vandenbroucke</i>) :	p26
L'évasion de l'étendard du 2 ^{ème} Régiment de Dragons (<i>Nicolas Moreau</i>) :	p36
La station radar « Distelfink » de Douvres-la-Délivrande (<i>Jean Cotrez</i>) :	p37
Ceux qui restaurent les fortifications : la Tanière du loup sur le front Ouest - le site de Margival (<i>Jean Cotrez</i>) :	p42
Le coin lecteur (<i>Vincent Dupont</i>) :	p46

Rédaction :

Responsable d'Édition :

Prosper Vandenbroucke

Rédacteur en Chef :

Vincent Dupont

Conseillers de rédaction :

Henri Rogister, Patrick Babelaere (Dynamo),
Eric Giguere (Audie Murphy)

Responsable communication et partenariats :

Jean Cotrez (Jumbo)

Secrétaire de rédaction :

Danielle Lelard (nanou)

Correction :

Laurent Liégeois (Litjiboy), Yvonnick Bobe (Brehon),
Danielle Lelard (nanou), Nathalie Mousnier (petit_pas)

Relecture et correction définitive :

Vincent Dupont, Laurent Liégeois (Litjiboy),
Etienne Wilmet (Tienno)

Infographie et Mise en pages :

Etienne Wilmet - WeM Infographie

Responsables rubriques :

Jean Cotrez (jumbo),

Informatique et publication :

Pierre Chaput (histoquiz) et Frédéric Bonnus (fbonnus)

Chers amis lectrices et lecteurs,

Après un été bien rempli, tantôt pluvieux, tantôt caniculaire, mais avant tout très sportif, votre Histomag'44 est de retour en cette rentrée de septembre.

Et oui, cela n'a pu vous échapper, cet été fut très sportif, de la Grande Boucle aux Jeux Olympiques de Londres, c'est tout un esprit sportif qui a envahi la planète et fait découvrir bon nombre de sports n'ayant pas la même médiatisation que d'autres. Certes après ce grand rush olympique, nous entrons dans une période plus calme. Mais cet esprit nous ayant pénétré, nous avons décidé de vous offrir un numéro légèrement atypique comparé à ce que nous vous proposons d'habitude mais qui a le mérite de se trouver à la croisée de notre intérêt pour le second conflit mondial : un numéro sur les sportifs. Car tout comme les politiques, les civils ou les militaires, eux aussi furent des acteurs de cette guerre.

Depuis la Grèce Antique jusqu'aux « *Dieux du Stade* » de Leni Riefenstahl on ne le sait que trop : le sport est un enjeu de propagande puisque c'est le seul affrontement autorisé entre nations en temps de paix. Aussi les sportifs furent, durant cette guerre, presque autant des acteurs du sport que du conflit. Ils se confrontèrent avant la guerre voir même après mais durent avant tout affronter la guerre dans toute sa violence, la traverser de leur mieux ou bien servir leur pays en s'y engageant ouvertement. Encore récemment l'actualité littéraire et cinématographique nous a rappelé les circonstances du « *Match de la mort* » qui eut lieu le 9 août 1942 à Kiev entre des joueurs de football ukrainien et des soldats allemands, les premiers infligeant une lourde défaite aux seconds au prix de leurs vies. Voilà pourquoi il est intéressant de se pencher sur le parcours des athlètes durant la guerre. Nous avons donc tenté, à travers ce petit numéro (et oui nous avons essayé de prendre des vacances nous aussi !) de vous faire découvrir des portraits peu connus de sportifs ayant parcouru la guerre.

C'est ainsi que Prosper Vandebroucke nous parlera de quelques athlètes des stades dans un premier temps. Ensuite ce sont les cavaliers, présentés par votre serviteur, qui, je l'espère, retiendront votre attention avant d'arriver à une présentation des légendes que furent Coppi et Bartali dans le monde du cyclisme, par Alexandre Sanguedolce. Puis nous vous présenterons un article de Guillaume Willecoq sur les tennismen qui a déjà été publié dans nos colonnes mais qui a toute sa place dans le dossier que nous avons voulu constituer. Enfin c'est une présentation de la bande dessinée « *Grand Prix* » par Etienne Wilmet qui clôturera ce dossier pour aborder le monde automobile.

Bien évidemment, outre notre dossier spécial, vous pourrez trouver en deuxième partie, comme à l'accoutumée, nos rubriques « *hors-dossier* », pour continuer de vous faire découvrir l'Histoire de la Seconde Guerre sous d'autres angles thématiques. Vous retrouverez ainsi un article de Prosper Vandebroucke sur l'emploi en Belgique pendant la guerre. Nous découvrirons ensuite la petite histoire de l'étendard du 2ème régiment de dragons à travers une nouvelle rubrique de Nicolas Moreau. Ensuite Jean Cotrez vous présentera la station de Douvres-la-Délivrande avant de parler de ceux qui prennent de leur temps pour restaurer et mettre en valeur le complexe fortifié de Margival dans l'Aisne. Enfin nos lecteurs retrouveront, comme d'habitude, la présentation de quelques ouvrages que la rédaction a jugé bon de recommander.

Toute la rédaction de l'Histomag'44 vous souhaite une excellente lecture et une bonne rentrée ! Je rappelle que l'Histomag'44, fier de compter dans ses contributeurs des historiens professionnels et des passionnés avertis, ouvre ses colonnes à tous, y compris et surtout aux historiens de demain. Donc si vous avez une idée, un projet, n'hésitez pas ! Contactez la rédaction !

Vincent Dupont

Par
Prosper
Vandenbroucke

Des athlètes dans la tourmente

Jules Noël

D'abord ouvrier à Isbergues depuis l'âge de 13 ans, Jules Noël s'engage dans l'armée française en 1924. Sa carrure remarquable lui donne des dispositions pour l'athlétisme. Il entre au Stade français en 1927. Il sert ensuite en qualité de maître d'armes, puisqu'il est brillant escrimeur. Il rencontre Paul Winter avec lequel il se lie d'amitié dans une émulation sportive qui n'est interrompue que par la Seconde Guerre mondiale. C'est le début d'une carrière éblouissante, couronnée par un grand nombre de sélections internationales, de titres de champion de France et de records nationaux en lancement du poids et du disque. Jules Noël sera pendant une dizaine d'année capitaine de l'équipe de France d'athlétisme. Sacré six fois champion de France de lancer du disque, il décroche neuf titres nationaux au lancer du poids. Sélectionné aux Jeux Olympiques d'été de 1928, il est également porte-drapeau de l'équipe de France aux Jeux Olympiques d'été de 1932 à Los Angeles et de 1936 à Berlin. On le voit à cette occasion devancer la délégation française dans le reportage de Leni Riefenstahl : *Les Dieux du stade*, inséré au film de Gérard Oury, *L'As des as*.



Jules Noël, un athlète accompli

En 1935, il revient à la vie civile et part pour la Suisse, puisque sollicité par l'École d'Escrime de Berne. Il défend cependant toujours les couleurs tricolores lors des manifestations sportives. La mobilisation de 1939 le rappelle à Joinville, mais son esprit patriotique lui impose un service dans une unité combattante. Blessé au cours de l'invasion allemande dans le Cambrésis, il décède au cours d'un bombardement aérien lors de son transfert d'évacuation. Son corps est inhumé à Cambrai, puis à Haubourdin, mais

c'est depuis 1956 qu'il repose dans son village natal. Cité à l'ordre de la Nation et décoré à titre posthume, Jules Noël est aussi détenteur de la médaille militaire, de la Croix de guerre 1939-1945 et titulaire de la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Alain Mimoun

Aîné d'une fratrie de sept enfants, issu d'une famille de modeste agriculteurs, sa mère Halima le destine à une carrière d'instituteur. Il obtient le certificat d'études primaires (avec mention « Bien »), mais on lui refuse malgré tout une bourse. Il s'engage alors dans l'armée au début de la

Seconde Guerre mondiale, alors qu'il n'a pas encore 19 ans, et est envoyé sur la frontière belge.

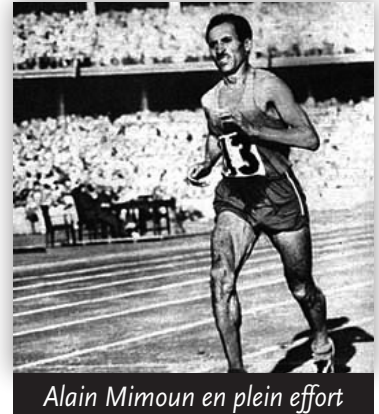
Après la débâcle, il est cantonné à Bourg-en-Bresse où il vient s'entraîner dans le stade. Là, le président du club d'athlétisme local, M. Vilar, le remarque. Il participe au championnat départemental de l'Ain et remporte l'épreuve du

1500 mètres. Muté en Algérie, au 19^{ème} Régiment du génie à Alger, il intègre l'équipe de cross-country de l'unité, puis combat contre l'Afrika korps lors de la Campagne de Tunisie (novembre 1942 - mai 1943) sous les ordres du général Giraud. Dès juillet 1943, il participe à la campagne d'Italie comme caporal dans le 83^{ème} bataillon du génie, au sein de la 3^{ème} Division d'infanterie algérienne du Corps expéditionnaire français commandé par le maréchal Juin. Grièvement blessé au pied par un éclat d'obus lors de la bataille du Monte Cassino, le 28 janvier 1944, il évite de justesse l'amputation de sa jambe gauche préconisée par les médecins américains et est soigné à l'hôpital français de Naples qui lui évite cette épreuve, puis participe néanmoins au débarquement de Provence (15 août 1944). Son bataillon y gagne la Croix de guerre avec quatre citations.

Le gymnaste allemand Alfred Schwarzmann

Alfred Schwarzmann est lui aussi un athlète plongé dans la guerre mais il est d'abord un grand gymnaste allemand. Il remporte son premier titre lors d'un tournoi en Bavière en 1930. Il est champion d'Allemagne une première fois en 1934, et triple champion d'Allemagne en 1938. C'est durant cette période qu'il connaît le plus de victoires puisqu'aux Jeux Olympiques de 1936, il obtient 3 fois la médaille d'or : au saut de cheval, au concours général individuel et, avec ses coéquipiers, au concours général par équipe. Il remporte également deux médailles de bronze : à la barre fixe et aux barres parallèles. En plus de son activité sportive, il s'engage dans l'armée en 1935 et est promu jusqu'à devenir Oberleutnant en avril 1940. Décoré de la Croix de fer, il termine la guerre en tant que major dans la Luftwaffe. Durant le conflit, il participe à la bataille des Pays-Bas, à la bataille de Crète, et est présent sur le Front de l'Est. Fait prisonnier par les Anglais du 9 mai 1945 au 29 octobre 1945, il reprend ensuite sa carrière.

Pourtant celle-ci s'annonce sérieusement contrariée. En effet la guerre lui a causé une blessure au poumon et un



Alain Mimoun en plein effort



Schwarzmann en uniforme...

grave accident de moto en 1949 l'a encore éloigné des compétitions. Néanmoins, il ne se décourage jamais et poursuit sa carrière. Aux Jeux Olympiques de 1952, il



... et en gymnaste

remporte, à l'âge de 40 ans, la médaille d'argent à la barre fixe. Le suisse Jack Gunthard, qui remporte la médaille d'or à cet agrès, déclare à cette occasion : « *La victoire aurait dû revenir à Alfred. Mais il était allemand* ». La guerre laissait encore des traces indélébiles...

Kurt Epstein

Kurt Epstein mesure 1,80 m, a de larges épaules, les bras longs et les hanches étroites d'un nageur. Tôt, il voit bien que toute activité sportive est une preuve que les Juifs sont aussi forts et athlétiques que n'importe qui... Mieux : « *la natation est le meilleur sport pour les Juifs parce qu'on n'a pas tant besoin de force physique que de volonté et d'endurance* », dira-t-il bien plus tard à un journaliste new-yorkais ! Le lieu suprême où Kurt Epstein rêve alors de marquer l'Histoire, c'est aux Jeux de Berlin de 1936. Il a 32 ans, âge avancé pour un nageur, mais acceptable pour un joueur de water-polo. Les campagnes de boycott se répandent. Cinq Juifs sont désignés pour concourir à Berlin dans l'équipe tchécoslovaque de water-polo, dont Kurt. Il est le seul qui décide de passer outre l'ordre de boycott juif, et l'un des 3 963 sportifs des 49 pays qui prennent part aux Olympiades nazies. Son équipe ne remporte pas de médaille. Mais plus tard, il répondra au même journaliste, qu'il n'a aucun regret, pensant que le sport est au-dessus de la politique. Il évoque alors le triomphe noir américain comme il appelle toujours Jesse Owens, l'homme qui a défié les notions aryennes de supériorité raciale en remportant 4 médailles ! En 1938, lieutenant de réserve de l'armée tchécoslovaque, Kurt Epstein est d'abord déporté à Terezin puis à Auschwitz



Kurt Epstein

et dans un camp de travail appelé Frydlant. Là, il donne des petites conférences sur...l'idéal olympique. Rentré à Prague après la guerre, il est élu au Comité olympique tchécoslovaque. Mais de sa fenêtre, en février 1948, place Wenceslas, il assiste au coup d'État communiste. Kurt pense qu'il n'y survivra pas et se jure de partir à temps, en maillot de bains s'il le faut ! Il arrive à New York l'été 1948. Ne trouvant pas d'emploi stable, il devient coupeur dans une usine de vêtements du quartier de la confection de NY. Il est élu trésorier d'un groupement d'expatriés, l'Association des sportifs tchécoslovaques exilés en Occident. Chaque semaine, il prend le métro jusqu'à un hôtel de Brooklyn où il nage deux à trois kilomètres puis se fait masser – d'une régularité religieuse dans ses exercices.

Rudolf Harbig

Rudolf Harbig, né le 8 novembre 1913 à Dresde et décédé le 5 mars 1944 à Olchowe (Ukraine), est lui aussi un athlète allemand, pratiquant quant à lui le demi-fond et dont la spécialité était le 800 mètres. Le 15 juillet 1939, il améliore d'ailleurs le record du monde de la distance de 2 secondes 8 dixièmes, record qui tiendra 16 ans. Il détient aussi les records du monde du 400 mètres (1939) et du 1000 mètres (1941). Cependant sa carrière, commencée si brillamment, ne survit pas à la Seconde Guerre mondiale et Rudolf Harbig meurt sur le front de la Prusse Orientale en défendant un pont avec son unité.



Rudolf Harbig en plein effort

Zygmunt Weiss

Zygmunt Eugneiusz Weiss, né le 4 avril 1903 à Varsovie et mort le 4 juin 1977 à Bad Ischl, est un athlète polonais, spécialiste des courses de 100 à 400 m. Mobilisé comme officier lors de la Campagne de Pologne, il participe au Siègne de Varsovie avant d'être capturé et interné dans différents Oflags. Il s'évade du X-C et du X-A. Il tient une gazette sportive au Stalag II-B, II-D ainsi qu'au IV-A. Libéré en 1945, il est versé dans la 1^{ère} division blindée Polonaise au service du sport jusqu'en 1947.

Sources bibliographique et iconographiques :

Wikipedia et Google.



Sculpture de Zygmunt Weiss

Par
Vincent
Dupont

Des manèges au feu, des cavaliers dans la guerre

Par Saint-Georges, vive la Cavalerie ! Ah l'idéal cavalier résiste encore dans l'imaginaire collectif telle une chevalerie en déclin mais qui reste éternelle ! Quand on pense aux cavaliers et à la Seconde Guerre mondiale dans notre hexagone on pense souvent à la charge de la Horgne, au mythe des lanciers polonais sur les panzers ; on pense aussi souvent au général Patton, 5ème au Pentathlon moderne des JO de Stockholm en 1912. Cavalier dans l'âme, il affirma toute sa vie ce trait de caractère, allant toujours de l'avant. Dans son esprit, comme dans celui de tous les cavaliers de son époque, la cavalerie était avant tout l'esprit qui s'y rattachait, plein de panache mêlé d'inconscience, quand l'homme et le cheval sont irrésistibles dans l'effort, qu'il soit sportif ou guerrier.

Car oui la cavalerie c'est surtout un esprit cavalier comme le soulignait le général Weygand il y a près d'un siècle : « *Quel que soit le sort que l'avenir nous réserve, il y aura toujours une cavalerie, une arme plus rapide que les autres dont le rôle sera de reconnaître, couvrir, combattre, poursuivre, qui trouvera le succès dans l'audace, la vitesse, la surprise, en un mot fera preuve d'esprit cavalier* ». Et cette guerre qui vit l'ultime fin d'une époque, celle de la cavalerie à cheval, exigea des cavaliers qu'ils s'adaptent aux nouveaux modes de combats, contraste aux écuries et Cadre noir qu'ils côtoyaient jusque là. Aussi nous allons tenter aujourd'hui de découvrir quelques parcours, quelques destins de cavaliers qui, après avoir connu les podiums des compétitions internationales, allaient connaître la guerre.

Tout d'abord on ne peut dresser un portrait des grands cavaliers de l'Entre-deux-guerres qui furent confrontés à la Seconde Guerre mondiale sans commencer par un des plus grands champions de l'histoire de l'équitation : Charles Ferdinand Pahud de Mortanges. Officier de cavalerie néerlandais né en 1896, il a la particularité d'avoir longtemps détenu le record de médailles d'or aux Jeux Olympiques avec une médaille d'or en concours complet par équipe aux Jeux Olympiques de 1924, un doublé aux Jeux Olympiques de 1928 avec une médaille d'or en concours complet individuel et une médaille d'or en concours complet par équipes. En 1932, il récidive en concours complet individuel et remporte la médaille d'or à Los Angeles. En 1940, alors que les Pays-Bas sont, bien malgré eux, envahis par la Wehrmacht, il est très vite blessé et fait prisonnier. Sa convalescence et sa captivité se passent sans heurts, ayant tissé depuis longtemps de bonnes relations avec les Allemands. Seulement en mai 1942 il apprend que son fils unique, prisonnier lui-aussi, a tenté de s'évader et a été abattu sur la frontière franco-suisse par les Allemands. Dès lors, depuis son lieu de détention en Galicie, il va préparer son évvasion. En 1943, sa main droite n'étant pas encore totalement remise,

il arrive à obtenir avec d'autres officiers convalescents son transfert médical aux Pays-Bas et en profite pour s'échapper du train sur le point d'arriver. Il commence alors un long voyage à travers la Belgique et la France occupée, traverse les Pyrénées et rejoint Gibraltar puis la Grande-Bretagne en février 1944 où il retrouve le gouvernement néerlandais en exil. Son prestige et ses relations avec la famille royale lui permettent d'être affecté à la brigade néerlandaise « Princesse Irène » avec le grade de major et de participer ainsi au débarquement de Normandie et à la Libération. En 1945, il est chargé de mettre sur pied une unité de police militaire royale puis est nommé, en 1946, chef de cabinet du Prince Bernhard, alors inspecteur général de l'armée royale. Cinq ans plus tard, il est lui-même nommé inspecteur de la cavalerie et est, peu après, élevé au grade de brigadier général. En parallèle à sa carrière d'officier, son palmarès olympique lui permet d'intégrer le Comité Olympique néerlandais. Il faut dire que sa blessure l'empêche après guerre de concourir à nouveau dans les compétitions internationales.

Néanmoins, ce sont toujours sa réputation et ses relations avec la famille royale qui lui permettent de devenir, à partir de novembre 1954, chef de la Maison militaire royale, poste qu'il occupe jusqu'en décembre 1961, date à laquelle il part en retraite avec le grade de lieutenant-général. Toute sa vie il fut un « gentilhomme chevaleresque », plein de tact et de modestie, d'esprit sportif et de camaraderie : un des derniers chevaliers européens.

Mais bien que Pahud de Mortanges ait accumulé les médailles durant sa carrière, il n'est pas le seul champion marquant des années précédant la Seconde Guerre mondiale. En effet outre les Pays-Bas, ce sont les États-Unis, l'Allemagne, la France ou encore la Suède qui dominent la discipline, que ce soit en dressage, en concours complet ou en saut d'obstacles. Aussi

nous pouvons aussi évoquer les cavaliers américains qui doivent mettre les compétitions de côté durant le conflit pour participer à l'effort de guerre. On peut tout d'abord



Charles Pahud de Mortanges

citer Harry Chamberlin Dwight, né en 1887. Officier de cavalerie comme beaucoup dans ce milieu, il participe tout d'abord à la Première Guerre mondiale. Ses talents s'étant déjà révélés à West Point, il concourt pour la première fois en 1919 aux jeux interalliés de Paris. Après avoir participé aux Jeux Olympiques de 1920, il enchaîne les stages d'apprentissage pendant deux ans à l'École nationale d'équitation de Saumur puis à l'École de cavalerie italienne de Tor di Quinto. À la fin des années 20, il est chargé de former et diriger l'équipe des États-Unis pour les Jeux Olympiques de 1928, exercice qu'il reproduit pour les Jeux Olympiques de 1932 qui ont lieu à Los Angeles, remportant la médaille d'argent en saut d'obstacles et surtout la médaille d'or en concours complet par équipes. De 1939 à 1941, Chamberlin commande le 2^{ème} régiment de cavalerie et, une fois la guerre déclarée, nommé général de brigade, il prend la tête de la 4^{ème} brigade de cavalerie jusqu'en 1942 avant de commander une garnison jusqu'à sa mort en 1944. Il n'est donc pas à proprement parler célèbre pour ses faits d'armes. Cependant, Chamberlin est surtout connu pour son enseignement et la formation qu'il inculque à ses élèves. L'un d'eux s'en montre particulièrement digne en remportant cinq médailles durant toute sa carrière internationale : Earl «Tommy» Thomson. Né en 1900, sorti de West Point en 1922, c'est dans les compétitions qu'il montre tout d'abord son talent, remportant la médaille d'argent en concours complet individuel en 1932 ainsi que la médaille d'or en concours complet par équipes la même année aux côtés de son mentor. À Berlin en 1936, il conserve sa deuxième place en concours complet individuel et remporte une médaille d'argent. Durant la guerre, suivant les dernières unités montées de la cavalerie des États-Unis, il combat au sein d'une unité de reconnaissance à cheval et décroche une Silver star pour son attitude au feu en Italie. Promu colonel, il sert comme chef d'état-major de la 10th Mountain Division. À l'issue de la guerre, il reprend les compétitions et remporte à nouveau médailles et trophées.

Mais il est temps d'aborder maintenant la grande rivalité équestre entre l'Allemagne et la France en abordant le parcours des cavaliers de ces pays. Car il faut dire qu'en 1936, l'Allemagne remporte pas moins de 6 médailles d'or en équitation, record qui est encore inégalé. Et c'est tout d'abord l'une des figures de la cavalerie allemande d'alors qu'il convient de présenter : Hermann Leopold August von Oppeln-Bronikowski. Né en 1899 dans une vieille famille de la noblesse d'épée prussienne, von Oppeln-Bronikowski participe tout d'abord à la Première Guerre mondiale



Earl «Tommy» Thomson

comme volontaire au 10^{ème} régiment de Uhlans. Il termine la guerre lieutenant après avoir successivement combattu sur le front russe puis en France. Il intègre ensuite la Reichwehr et c'est en son sein qu'il participe aux Jeux Olympiques d'été de 1936 à Berlin, olympiades où il remporte la médaille d'or en dressage par équipe.



Von Oppeln Bronikowski (à gauche) en 1936

Les velléités guerrières du Reich se faisant, von Oppeln-Bronikowski se retrouve à la tête d'une compagnie de reconnaissance au sein de la 24^{ème} division d'infanterie durant la campagne de Pologne. Après une affectation à l'OKH, il rejoint l'état-major de la 4^{ème} Panzerdivision sur le front russe où il est blessé en 1943. Au mois d'octobre de la même année, il est nommé au commandement du 22^{ème} régiment blindé de la 21^{ème} Panzerdivision stationnée en France. C'est ainsi qu'après le débarquement des Alliés en Normandie, son régiment participe au combat autour de la ville de Caen. Toutefois, parvenant à se dégager de la poche de Falaise, il reçoit, le 28 juillet 1944, les feuilles de chêne pour sa croix de chevalier de la Croix de fer en même temps que sa promotion au grade de colonel. En octobre 1944, il prend la tête de la 20^{ème} Panzerdivision mais, avec la fin



Von Oppeln Bronikowski pendant la guerre

de la guerre, l'Allemagne ne livre quasiment plus que des combats défensifs.

Aussi, après avoir reçu une nouvelle promotion, il participe avec son unité à la défense de la Hongrie puis du front de l'Oder. La croix de chevalier de la Croix de Fer avec feuilles de chêne et glaive est sa dernière récompense de soldat avant la captivité jusqu'en 1947. Toutefois, comme beaucoup de cavaliers professionnels, il reprend sa carrière non plus sur une selle mais comme entraîneur, pour l'équipe canadienne principalement. Il participe également à la reconstitution de l'armée allemande lors de la création du Bundeswehr en tant que consultant. On compte aussi un autre général parmi les cavaliers professionnels allemands, Rudolf «Rolf» Lippert. Né en 1900, il participe à la Première Guerre mondiale alors que celle-ci touche à sa fin. En 1936, Lippert remporte la médaille d'or au concours complet par équipes après avoir fini 6^{ème} au concours complet individuel. Comme tout officier de cavalerie ce sont des commandements d'unités de cavalerie puis de blindés qui l'attendent durant la guerre. Ainsi il reçoit la croix de chevalier de la Croix de fer en juin 1944 alors qu'il commande le Panzer-Regiment 31 et com-

bat entre autres sur le front russe et en Courlande. Quand la guerre touche à sa fin, il est general-major mais trouve la mort le 1^{er} avril 1945 à Bielefeld.

Un autre officier de cavalerie allemand entre, bien involontairement, dans l'Histoire. Il s'agit de Heinz Brandt. Né en 1907, cet officier d'état-major de la Wehrmacht remporte la médaille d'or au saut d'obstacles par équipes aux Jeux Olympiques de Berlin. Hélas, son titre est éclipsé dans l'Histoire par un geste qui a sûrement changé le cours de la guerre puisqu'il sauve la vie d'Adolf Hitler lors de l'attentat du 20 juillet 1944. En effet, l'anecdote et sa représentation, tant littéraire que cinématographique de nos jours, est bien connue : quand Claus von Stauffenberg dépose sa mallette près du Führer, c'est Heinz Brandt qui, trouvant sans doute qu'elle gênait, la déplace de telle manière que le souffle de l'explosion ne produit pas les dégâts escomptés. Malheureusement pour lui, la bombe le blesse mortellement et il décède deux jours plus tard. Dans les cavaliers allemands morts au front, on peut aussi citer Kurt Hasse. Né en 1907, Hasse est une pièce maîtresse de la sélection allemande lors des Jeux Olympiques d'été de 1936, puisqu'il remporte les médailles d'or aux épreuves individuelles et par équipes de sauts d'obstacles. La guerre le place sur le front où il meurt le 9 janvier 1944. De même Ludwig Stubbendorff, né en 1906, médaillé d'or en 1936 à Berlin en concours complet individuel et par équipe, et placé à la tête d'un régiment d'artillerie en 1939, trouve la mort le 17 juillet 1941 sur les rives du Dniepr. Sa tombe est d'ailleurs toujours située dans le cimetière militaire allemand de Bykhov Stary entre Moguilev et Gomel.



Kurt Hasse (à gauche) et Ludwig Stubbendorff (à droite)

Konrad Freiherr von Wangenheim est également intéressant à aborder. Ce cavalier né en 1909 se fait remarquer en remportant une médaille d'or au concours complet par équipes aux Jeux Olympiques de 1936. C'est d'ailleurs un peu grâce à lui que cette médaille est remportée. En effet, bien que s'étant cassée la clavicule à l'entraînement, il se force à continuer les épreuves ce qui sauve la médaille de l'équipe allemande. Comme on peut s'en douter la propa-

gande, déjà très présente pour l'instrumentalisation de ces jeux, fait de lui un modèle de la combativité allemande, et Leni Riefenstahl se charge de le mettre en avant dans *Olympia - Festival de la beauté*. Officier comme beaucoup d'autres il doit accomplir son devoir et combat au sein de l'armée allemande. Capturé en juillet 1944 par l'Armée Rouge, il fait partie de ces dizaines de milliers de prisonniers allemands qui ne reverront jamais le Fatherland. On le retrouve pendu, probablement assassiné, le 28 janvier 1953 à Stalingrad.

Cependant, s'il est un cavalier qui fait figure de légende, c'est bien Aloïs Podhajsky. Né en 1898 au sein de l'empire austro-hongrois, il est directeur de l'École espagnole d'équitation de Vienne, l'une des écoles d'équitation les plus réputées au monde avec le Cadre noir de Saumur. Figure de talent, il rédige notamment de nombreux traités d'équitation et sa formation est des plus recherchées. C'est donc tout naturellement qu'il défend les couleurs de l'Autriche aux Jeux Olympiques de 1936 où il remporte une médaille de bronze en dressage individuel derrière deux champions allemands. Officier supérieur au sein de l'armée autrichienne, il ne peut que prendre acte de l'Anschluss en ayant la chance de ne pas avoir à s'engager militairement aux côtés de l'Allemagne de par ses fonctions de directeur de l'École espagnole d'équitation de Vienne. Cette académie, véritable institution fondée en 1572, est spécialisée dans le dressage des chevaux lipizzans, des pures races autrichiens.

Aussi pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que Vienne est en proie aux bombardements et que l'école et ses chevaux sont menacés, Podhajsky prend la décision de les faire évacuer vers Saint-Martin, en Haute-Autriche. Il sauve aussi un certain nombre de juments d'élevage, souhaitant à tout prix préserver cette



Aloïs Podhajsky en grande tenue

race déjà peu nombreuse. Cependant ses peines ne sont pas terminées puisqu'avec la fin de la guerre les combats se déplacent sur le territoire autrichien. Les soldats, mais aussi surtout les réfugiés fuyant les combats, essaient fréquemment de voler des chevaux dans lesquels ils voient plus une nourriture qu'un patrimoine national, chose que l'on peut comprendre en temps de guerre. Fort heureusement, le général Patton, que Podhajsky a connu aux Jeux Olympiques de 1912 et qui fonce à la tête de sa 3^{ème} armée vers l'Autriche, est alerté de la présence des 250 derniers lipizzans de Saint-Martin et peut proposer sa protection à Podhajsky. L'amour

des chevaux a su aller au-delà de la guerre.

Du côté français beaucoup de cavaliers médaillés et un grand amour des chevaux aussi, tout comme pour l'Allemagne. La plupart du temps, dans les compétitions internationales, les cavaliers français savent briller et montrer tout le savoir-faire de l'école française. Tout comme leurs homologues allemands, les cavaliers français sont dans leur immense majorité des officiers de cavalerie, principalement issus de l'École nationale d'équitation, du Cadre Noir de Saumur ou de l'École d'application de la cavalerie du train, quand ils ne sont pas, tout simplement, instructeurs dans ces trois institutions équestres françaises. Cependant, la brièveté du conflit pour l'armée française fait que bon nombre d'entre eux, après avoir survécu à la campagne 1940, n'ont plus beaucoup d'occasions de mourir au champ d'honneur. La plupart attendent la fin des hostilités dans un Oflag quand ils n'ont pas l'occasion de rentrer en France pour retrouver les manèges d'entraînement. Parmi les grands champions français, on trouve, tout de même, André Jousseume, né 1894 et médaillé à cinq reprises durant sa carrière aux Jeux Olympiques, en particulier en dressage par équipe. À ses côtés, on peut citer des hommes comme Daniel Gillois (1888-1959), Xavier Lesage (1885-1968) ou encore Pierre Bertran de Balanda (1887-1946).

Deux personnages de la cavalerie française sont cependant à mentionner avec plus d'attention pour leur parcours durant la guerre. Un destin particulier de par son engagement auprès du régime de Vichy concerne le premier : Charles Léonce Pierre, 5^{ème} baron Marion. Né en 1887, héritier de vieilles traditions cavalières, Marion se montre très tôt un cavalier de talent et remporte une médaille d'argent en dressage individuel aux Jeux Olympiques de 1928 et une autre identique en 1932, année où il contribue aussi à ramener une médaille d'or en dressage par équipe de Los Angeles. Chef d'escadron au 18^{ème} régiment de chasseurs et officier du Cadre Noir quand la guerre éclate, sa position de cavalier de haut niveau en fait un outil du nouveau régime qui le nomme général en 1942. Mais ce sont ses fonctions de préfet de l'Aveyron, de septembre 1940 à décembre 1943, puis de préfet de Haute-Savoie, de décembre 1943 à juin 1944, qui scellent son destin. Arrêté puis emprisonné à la Libération, il est enlevé par des maquisards et exécuté le 16 novembre 1944 dans la carrière de la Puya, près d'Annecy.

Gérard de Balorre a, quant à lui, un parcours tout différent. Né en 1899, il s'engage au 1^{er} régiment de Cuirassiers en 1918 puis est choisi, sur concours en 1922, pour suivre un stage d'élève-officier d'active à Saumur. À sa sortie, il est sous-lieutenant. Comme tout officier il alterne les affectations, passant par la Rhé-



Gérard de Balorre sur « Débaucheur »

nanie et la Syrie. À son retour en Europe, il sert au 6^{ème} Cuirassiers. En 1933, il est muté à Saumur où toute l'étendue de son talent de cavalier se révèle. D'abord instructeur à l'École de Cavalerie, il est admis comme écuyer au Cadre Noir puis part pour les Jeux Olympiques de 1936 à Berlin d'où il ramène la médaille d'argent en dressage par équipe.

Quand la guerre éclate, il est affecté au 13^{ème} GRCA et obtient une citation avant d'être capturé. De retour de captivité en septembre 1941, il rejoint l'École de cavalerie et le Cadre Noir qui ont été repliés sur Tarbes devant l'avance allemande en 1940. En novembre 1942, la zone libre est envahie par la Wehrmacht et peu après, c'est l'armée de l'armistice qui est dissoute. Aussi les cavaliers professionnels comme lui cherchent une nouvelle affectation. En mars 1943, il rejoint Fontainebleau où s'est installée la nouvelle École Nationale d'Équitation et prend la fonction d'écuyer en chef du Cadre Noir, cette institution étant préservée en étant rattachée au secrétariat à l'Éducation nationale. C'est ainsi que durant l'Occupation il continue de former des instructeurs d'équitation et prépare chevaux et cavaliers pour les compétitions internationales. Tout comme Aloïs Podhajsky en un sens, il cherche durant toute l'occupation à protéger ses chevaux des réquisitions mais surtout il préserve le savoir-faire équestre français et continue l'instruction des cavaliers français ce qui leur permet de faire un retour remarqué dès les lendemains de la guerre aux Jeux Olympiques de Londres en 1948.

Mais on ne peut parler des cavaliers jetés dans la guerre



Takeichi Nishi et Uranus

sans parler du baron Takeichi Nishi désormais passé à la postérité grâce aux Lettres d'Iwo Jima réalisées par Clint Eastwood en 2006.

Né en 1902, cet officier de l'armée impériale japonaise est le fils d'un noble haut fonctionnaire de l'administration impériale japonaise. Après avoir reçu une éducation militaire sur le modèle prussien à l'École militaire des cadets d'Hiroshima, il rejoint en 1920 l'Académie centrale des cadets de Tokyo puis l'Académie militaire impériale japonaise. Affecté au 1^{er} régiment de cavalerie de Setagaya, il sort diplômé de l'académie en 1924 et poursuit son apprentissage au régiment. Mais c'est en 1930 qu'il rencontre celui sans qui il n'aurait rien fait : son cheval Uranus. En effet, l'armée ayant refusé de lui payer un cheval, Takeichi Nishi décide de l'acheter avec ses propres moyens. Après un apprivoisement réciproque, cheval et cavalier font merveille et remportent la médaille d'or au saut d'obstacles individuels lors des Jeux Olympiques d'été de Los Angeles en 1932, médaille qui est encore la seule obtenue par le Japon dans une épreuve d'équitation. À une époque où les premières ambitions expansionnistes du Japon sont très mal perçues, sa victoire et la vie mondaine qu'il mène le rendent très populaire en Amérique. De retour au Japon, Nishi est affecté au 16^{ème} régiment de cavalerie Narashino et est même promu instructeur à l'école régimentaire. Aux Jeux Olympiques d'été de Berlin en 1936, tout le monde attend une nouvelle performance de la part du cavalier japonais. Toutefois, ce dernier chute au milieu du concours. Rumeurs et hypothèses vont bon train depuis et l'on soupçonne encore que cette chute a été intentionnelle pour favoriser le pays qui accueillait les Jeux puisque le Japon devait signer en 1940 le pacte tripartite et qu'il aurait été de mauvais goût de battre l'Allemagne chez elle. De retour au Japon il est nommé responsable des remontes de la subdivision de Tokashi.



Le Baron Nishi

Cependant, comme tout pays modernisant son armée, le Japon remplace peu à peu ses unités de cavalerie par des unités blindées et motorisées. Aussi Takeichi Nishi est nommé commandant du 26^{ème} régiment de chars Mudanjiang déployé au nord du Mandchoukouo avec le grade de lieutenant-colonel. Face à l'avance inéluctable des forces américaines, son régiment est affecté en juin 1944, non sans mal, à la défense d'Iwo Jima. Sur place, il participe à la mise en défense de l'île

en faisant notamment démonter les tourelles de ses chars pour les installer dans des emplacements fortifiés afin qu'elles soient utilisées au mieux dans la lutte antichar. Face

au débarquement et aux appels des Américains pour qu'il se rende, il reste impassible et honore le bushido en défendant ses positions jusqu'à la mort. Plusieurs hypothèses courent sur sa mort le 22 mars 1945 : certains avancent que le feu d'une mitrailleuse l'a touché alors qu'il rejoignait son poste de commandement, d'autres qu'il met fin à ses jours avec son aide de camp, d'autres enfin qu'il est mortellement brûlé par une attaque de lance-flammes. Promu colonel à titre posthume, il reste à jamais gravé dans la mémoire japonaise au Yasukuni.



Connaissez-vous Silvano Abba ? Il est lui aussi un champion olympique bien que la composante hippique de son sport ne soit pas la principale. Médaillé de bronze au pentathlon moderne en 1936, il représente encore aujourd'hui un des grands cavaliers de l'histoire militaire italienne. Quand la guerre arrive il est en effet envoyé aux armées. En 1942, il est capitaine et commande le 4ème escadron du 3ème Rgt. « Savoia Cavalleria » et il trouve la mort le 24 août dans la charge d'Isbuscenskij, sans doute une des dernières grandes charges de l'histoire de la cavalerie italienne.

Nous l'avons évoqué en introduction, le fait même de parler de la cavalerie impose aussi de parler de cavaliers dont la tradition a traversé les siècles : les cavaliers polonais. Un cavalier polonais ayant traversé les guerres et les compétitions peut-être mentionné : Karol Rommel. Né en 1888 dans ce qui est alors l'empire russe, Karol Rommel commence sa carrière en passant par le corps des cadets d'Odessa et l'École militaire Pavel. Déjà passionné par les études équestres dans sa jeunesse, il participe aux Jeux Olympiques de 1912 dans l'équipe de Russie de saut d'obstacles mais chute lors des épreuves et se casse six côtes ; ce qui ne l'empêche pas de finir l'épreuve et de ne s'évanouir

qu'à la fin forçant l'admiration du roi Gustave V qui, impressionné, lui remet une médaille d'or personnelle. Durant la Première Guerre mondiale, il se distingue dans l'armée impériale russe et obtient le grade de capitaine avant de rejoindre l'armée de la Pologne renaissante où, fort de son expérience, il est très vite nommé major puis lieutenant-colonel et commande le 8ème régiment de Uhlans durant la guerre contre les Bolcheviks. Blessé sur le champ de bataille, il reçoit la Croix d'or du mérite et la Virtuti Militari, la plus haute décoration militaire polonaise. Devenu essentiel à la constitution de la jeune armée polonaise, il quitte le front pour diriger l'instruction dans les divers collèges militaires qui se créent avec l'aide de la mission militaire française. Après l'armistice, il reste dans l'armée mais n'en oublie pourtant pas sa carrière sportive et devient entraîneur de l'équipe nationale polonaise d'équitation tout en concourant toujours lui-même dans les épreuves de saut d'obstacles, ramenant des médailles à la nouvelle Pologne.



Karol Rommel

Ainsi il participe aux Jeux Olympiques de 1924, remporte des compétitions internationales en 1925, 1927, puis concourt à nouveau aux Jeux Olympiques de 1928. En décembre 1929, il décide de se consacrer uniquement à sa carrière sportive et continue d'engranger des médailles. En septembre 1939, il ne

participe pas à la guerre mais va en subir les conséquences. Victime de la AB-Aktion menée par le régime nazi dans le but d'éliminer les intellectuels et les élites de la nation polonaise, il est arrêté et déporté à Dachau puis à Mauthausen-Gusen. Fort heureusement, il survit à la guerre et reprend ses activités d'encadrement des jeunes générations de cavaliers polonais avant de prendre sa retraite.

Enfin si un dernier cavalier doit être présenté, il faut parler de Hans Mathiesen Lunding. Né en 1899, l'itinéraire de ce cavalier danois est plus que mouvementé. Il effectue tout d'abord son service militaire en Allemagne et entre bien involontairement dans la Première Guerre mondiale du côté allemand. Quand sa terre natale est rattachée au Danemark à l'issue de celle-ci, il rejoint l'armée danoise et en 1927 il est lieutenant au 3^{ème} régiment de dragons de Aarhus. Ensuite, il rejoint successivement les Écuries royales en 1928-1929 et le 5^{ème} régiment de dragons de Randers en 1929. En 1933, il suit les cours de l'École royale militaire et rejoint l'état-major général de l'armée danoise entre 1933-1935 avant de devenir aide de camp de l'inspecteur général de la cavalerie en 1935.

Promu capitaine, il est affecté à l'état-major général en 1936. C'est justement la même année qu'il montre toute l'étendue de ses vertus cavalières en remportant la médaille de bronze en concours complet individuel aux Jeux Olympiques de Berlin grâce à un cheval que lui a prêté personnellement le roi Christian X. Anticipant le marasme qui va secouer l'Europe et n'oubliant pas qu'il est aussi un officier d'état-major, il profite des Jeux pour nouer des liens avec des officiers polonais et allemands. Bien lui en prend car, en 1937, il est détaché à la section du renseignement de l'état-major général danois et monte rapidement en grade.

En 1938, il met en place un réseau d'agents et d'informateurs en Allemagne, réseau qu'il élargit par la suite à la Pologne, pressentant que cette dernière sera l'objet des prochaines velléités guerrières de l'Allemagne. À la veille de la guerre, malgré ses rapports répétés sur les concentrations de troupes à la frontière, son gouvernement, comme toutes les démocraties occidentales, ne veut pas croire que l'on osera s'en prendre à

la neutralité danoise. Le 9 avril 1940, après l'invasion du pays, Lunding prend l'initiative de former des groupes clandestins et de cacher des armes dans le Jutland. Il est ainsi responsable d'un important réseau jusqu'à son arrestation le 29 août 1943 pour espionnage. En effet, lors d'une visite à Stockholm, où il fournit des informations à l'ambassade polonaise, un espion allemand le découvre. Conscients de l'importance de cette prise, les Allemands le transfèrent tout d'abord à la prison de la

Gestapo de la Prince Albrecht Strasse à Berlin. Interrogé, menacé de mort par l'Obersturmbannführer Heinrich Müller, il nie avoir connaissance de toutes les accusations contre lui en dépit des menaces de torture. En 1944, il est transféré au camp de concentration de Flossenbürg dans l'est de la Bavière. Sa cellule jouxtant celle d'un ancien chef de l'Abwehr, Wilhelm Canaris, il assiste ainsi au dernier jour de ce dernier. Le 16 avril 1945, il est transféré avec 39 autres prisonniers de premier plan (dont le roi Léopold III de Belgique, les membres de la maison princière des Wittelsbach, le chancelier autrichien déchu Kurt Schuschnigg, le général allemand Georg Thomas, le prince Philippe de Hesse et quelques généraux français) au camp de concentration de Dachau. Sans cesse déplacé devant l'avance alliée, le groupe de prisonniers est transféré à Innsbruck le 22 avril puis vers l'Italie. Fi-

nalement, ce sont les troupes américaines qui les délivrent dans le Tyrol le 4 mai 1945. Le 15 juillet suivant, Lunding rejoint le Danemark et retrouve ses fonctions militaires, d'abord comme officier de liaison puis en étant attaché au ministère des affaires étrangères. En 1950, il est nommé à la tête du renseignement militaire danois, poste qu'il occupe jusqu'en 1963. Lunding rédige ses mémoires intitulées *Timbre confidentiel* qui sont publiés en 1970.

Ces parcours de cavaliers, aussi divers que variés, nous montrent qu'au-delà des compétitions qui les opposèrent, ces hommes, poussés par un sens du devoir sans doute très lié à l'esprit cavalier mais surtout à leur statut d'officier, durent eux-aussi affronter la guerre ou la subir. Militaires pour la plupart en temps de guerre mais sportifs de temps de paix, ils sont l'héritage et la continuité contemporaine des chevaliers des temps passés dont ils ont su préserver une tradition équestre qui perdure encore.



Hans Mathiesen Lunding

Gino, Fausto et les autres.... Histoires de cyclistes d'avant et après-guerre

En 1940 alors qu'en Europe les canons tonnent, les Italiens se passionnent pour le Giro. Il démarre le 17 mai de Milan et se court sur 20 étapes. L'arrivée est à Milan, siège de la *Gazzetta dello Sport*, quotidien sportif de couleur rose, couleur du maillot du vainqueur, apparu en 1931. L'Italie faisait alors figure de nation du vélo et avait déjà donné avant la guerre de véritables *campionissimi* : Alfredo Binda, trois fois champion du monde sur route (1927, 1930 et 1932) et cinq Giro (1925, 1927, 1928, 1929 et 1933). Il était si fort qu'on le payait pour ne pas venir courir. L'autre vedette était Costante Girardengo, lauréat de six Milan-San-Remo (1919, 1921, 1923, 1925, 1926 et 1928) et deux Giro (1919 et 1923). Pour compléter cette galerie de champions une mention particulière à Ottavio Bottechia, dit le maçon du Frioul qui fut le premier à réaliser le doublé sur le Tour (1924, 1925), assassiné au bord d'une route alors qu'il cueillait des fruits.

Le Giro 1940

Pour ce Giro 1940, Gino Bartali, appelé « Gino le Pieux » car très catholique (et aussi surnommé le lion de Toscane), veut prendre sa revanche sur le Giro 1939 où il est arrivé second derrière Giovanni Valetti. Cette année, le chef de file de l'équipe *Legnano* a choisi un nouveau gregario pour le seconder dans la montagne : le néo-pro Fausto Coppi. Sans le savoir, il fait entrer un jeune loup dans la bergerie. Gino Bartali est alors une idole en Italie et nous le verrons plus loin, la guerre ne fit que renforcer son aura. Déjà en 1937, sur le Tour de France il endosse le maillot jaune dès la 7^{ème} étape et s'installe comme grand favori de la course.

Il remporte le Giro la même année et s'apprête à devenir le premier coureur à effectuer le doublé Giro-Tour. Mais le lendemain, il dévale un parapet et doit laisser la victoire finale à Roger Lapébie. L'année suivante il remporte le Tour 1938 après avoir fait une démonstration de son talent de grimpeur sur l'étape Digne-Briançon (cols d'Allos, de Vars et Isoard – excusez du peu !). Les tifosi embrassent le sillon laissé par son vélo (les routes ne sont pas encore bitumées) et un jour, alors que la foule s'agglutine autour du cham-

pion, quelqu'un s'écrie : « *laissez-le, c'est un Dieu !* ».

Ce 28^{ème} Giro débute donc à Milan le 17 mai 1940 alors que les troupes allemandes déferlent sur la France, la Belgique et les Pays-Bas. La *Legnano* est favorite mais l'autre équipe cycliste, la *Bianchi* dont le leader est Valetti promet



Gino Bartali

une guerre sans merci. Les tifosi s'attendent à la victoire de Gino le Pieux. Le lendemain, lors de l'étape Turin-Gênes, Bartali chute en descendant un col, il souffre du genou droit. La victoire finale semble compromise. Quant au jeune Fausto, il se classe 2^{ème} de l'étape du lendemain. Lors de la 11^{ème} étape Florence-Modène, Coppi s'envole et remporte la victoire ainsi que le maillot rose qu'il gardera jusqu'au bout.

À l'arrivée, Bartali, diminué, termine 9^{ème} à 45 minutes. Il n'y aura pas de revanche l'année suivante. Le lendemain de l'arrivée du Giro, le 10 juin 1940, l'Italie entre en guerre.

ter de battre le record de l'heure détenu jusque là par Maurice Archambaud et le bat en couvrant la distance de 45,871 km. L'exploit est d'autant plus grand qu'il a été réalisé entre deux alertes aériennes sur Milan. Malheureusement il est aussi temps pour Coppi de rejoindre le front tunisien où sa division est déployée. Envoyé sur la ligne Mareth, il participe à la retraite des troupes germano-italiennes et est fait prisonnier à Medjez-el-Bab. Durant son séjour africain, il contracte la malaria. Bien que soigné à la quinine, cette maladie l'affectera toute sa vie et provoquera son décès le 2 janvier 1960. Mais avant cela, la guerre se termine pour lui en retrouvant l'Italie en février 1945 aux côtés des Alliés. Dès que cela lui sera possible il reprendra la compétition.



Fausto Coppi

Coppi et la guerre

Fausto Coppi doit comme tous les Italiens faire son service militaire et rejoint le 380 *reggimento di fanteria* « Ravenna ». Il continue de courir dès qu'il en a l'occasion et remporte cinq courses dans la péninsule en 1941 et devient pour la première fois champion d'Italie sur route en 1942. Cette même année il se casse la clavicule lors d'une séance d'entraînement avant la finale du championnat italien de poursuite. Cinq mois plus tard il choisit néanmoins de ten-

Bartali et les Juifs

De son côté, Bartali traversa lui aussi la guerre et non sans gloire. En effet en septembre 1943, alors que l'Italie a sombré avec le fascisme et que les troupes allemandes prennent pied dans la péninsule, Bartali décide de tenter de sauver des Juifs d'une morte certaine. À l'insu de ses proches et même de son épouse Adriana, le cycliste, dont la renommée dans la péninsule n'est plus à faire, modifie alors l'itinéraire de ses entraînements dans le but d'aider le réseau qu'il rejoint. Il commence tout d'abord par effectuer des liaisons entre Florence et Gênes d'où il ramène fréquemment des fonds pro-

venant de Juifs ayant ouvert des comptes en Suisse pour financer les réseaux d'évasion. Il grimpera aussi plus de quarante fois depuis Florence jusqu'au couvent de San Quirico, près d'Assise (soit près de 200 kilomètres de route fréquemment contrôlés) avec des documents et des photos cachées dans son guidon ou sous la selle de son vélo sans jamais se faire prendre. En effet grâce à sa notoriété les soldats allemands, admiratifs, lui demandaient le plus souvent de signer des autographes. Une fois arrivé au couvent, Bartali remettait les papiers à la sœur supérieure. Elle se chargeait ensuite de les acheminer dans une imprimerie clandestine, où ils étaient falsifiés. Yad Vashem estime que

D'autres destins tragiques de coureurs...

Malgré toutes les péripéties de la guerre, d'autres cyclistes n'eurent pas forcément la chance, comme Coppi et Bartali, d'y survivre. Pour certains ce fut dès le début des hostilités comme pour le belge Michel D'Hooghe, vainqueur du tour des Flandres 1937, qui trouva la mort dans un bombardement à Lokeren le 12 mai 1940 alors que l'armée allemande envahissait son pays. Lucien Storme, un autre belge, sera dans la résistance. Malheureusement le vainqueur du Paris-Roubaix 1938 et 6ème du Tour de France en 1939 sera arrêté en décembre 1942 et déporté au camp de Siegburg. Le 10 avril 1945, alors que son camp est libéré, il succombe par erreur sous les balles américaines à l'âge de 28 ans.

Du côté allemand, il faut mentionner le personnage d'Albert Richter qui fut l'un des plus grands cyclistes sur piste du monde de l'entre-deux-guerres avec pas moins de sept titres d'Allemagne en vitesse. Richter fut très tôt opposé au nazisme et refusa de renoncer à son entraîneur juif dès le début du processus d'aryanisation des clubs sportifs. Durant toutes les manifestations sportives auxquelles il participa il refusa catégoriquement de faire le salut nazi ou de porter le maillot à croix gammée. Craignant pour sa vie il décide de quitter l'Allemagne pour la Suisse mais est arrêté par la Gestapo et « suicidé » par pendaison le 3 janvier 1940.

Enfin du côté Français on peut évoquer les débuts de Louison Bobet. « *Le Boulanger de Saint-Méen* » était encore jeune quand la guerre éclata mais durant celle-ci il transporta des messages pour la Résistance et intégrera l'armée après le débarquement allié de 1944 pour participer à la Libération de la France. Néanmoins ce n'est pas le seul cycliste à avoir participé à l'effort de libération de son pays. En effet Guillaume Mercader n'était qu'au début de sa carrière en 1939 et choisit donc de s'engager dans la Légion étrangère. Démobilisé il rentre chez lui à Bayeux et s'occupe de sa boutique de cycles tout en intégrant la Résistance. Devenu responsable de l'OCM (Organisation Civile et Militaire) pour le Bessin il mène de nombreuses missions de renseignement sur les défenses du Mur de l'Atlantique. Son statut de cycliste professionnel lui permet de parcourir les routes du Bessin à vélo sans attirer la suspicion des Allemands. Le 24 juin 1944 il est de ceux qui accueillent le Général de Gaulle à Bayeux pour son retour sur le sol français puis s'engage lui-aussi aux côtés des troupes alliées pour participer à la libération de l'Europe. La paix revenue, Guillaume Mercader retourne à sa passion, le cyclisme et prend la direction d'une équipe pour laquelle il fait signer son premier contrat à Jacques Anquetil. Il prendra ensuite la direction du journal *La Renaissance du Bessin* qui fut le premier journal à paraître dans la France libérée.

cette filière a permis à près de 800 Juifs de quitter l'Italie sains et saufs et il est aujourd'hui question d'élever Bartali au rang de « Juste parmi les Nations ». Le coureur ne s'est pourtant jamais considéré comme un héros, disant simplement que « *certaines médailles s'accrochent à l'âme, pas à la veste* » et qu'il s'était « *limité à réaliser ce qu'il savait faire le mieux : pédaler sur son vélo* ».

Bartali vs Coppi

Après le conflit, une rivalité à couteaux tirés va opposer les deux hommes. L'Italie est divisée en deux clans : bartalistes contre coppistes. Les radios livrent leurs exploits d'où retentit le fameux cri : « *Arriva Coppi !* » Le Giro, première grande course à étapes d'après-guerre (le Tour reprenant en 1947) démarre le 15 juin 1946. Une étape symbolique est celle de Trieste, ville dont le statut n'est pas encore défini et dont les Yougoslaves veulent s'emparer. Sur ce Giro, ils commettent des attentats. Mais c'est aussi le retour du vieux Lion de Toscane qui remporte une belle victoire sur Coppi, second. Bartali va remporter le Tour 1948, 10 ans après sa première victoire. Sans la guerre, son palmarès aurait été tout autre. 1949 est l'année de Coppi qui remporte le Giro sur l'étape Cuneo-Pinerolo (18^{ème} étape) lorsque le duel atteint son paroxysme. Le tracé passe par la France : cols de Vars, d'Isoard, Madeleine, Montgenèvre et se termine par la montée sur Sestrières. Sur la Casse Déserte, seuls, les duettistes Coppi-Bartali se livrent une bataille sans merci. Coppi, bien qu'ayant crevé cinq fois devance le Vieux de 12 minutes et arrive seul à Sestrières. C'est l'apothéose. Il remporte le Giro et Bartali est second à 23 minutes. Arrive le Tour de France. Coppi refuse absolument de le courir avec Bartali et Gino le Pieux veut une *quadra* dévouée à lui seul. Il faudra une patience à soulever des montagnes à Alfredo Binda pour que les « ennemis héréditaires » signent un pacte de non-agression.



Coppi et Bartali

Le Tour 1949 débute mal pour Fausto : gêné par un spectateur, Jacques Marinelli (qui deviendra maire de Melun) fait tomber Coppi. Lors d'une émission, j'ai entendu Marinelli raconter que Fausto ne l'a jamais récriminé pour cette chute. Mais c'est bel et bien un Coppi dépité, lâché à 18 minutes de Ferdi Kubler lors de l'étape Rouen – Saint-Malo, qui pense à abandonner. Jacques Goddet, patron du Tour, le persuade de continuer. Mais c'est un autre Italien qui endosse le paletot jaune : Fiorenzo Magni. Ce dernier, qu'on surnommait le Lion de Flandres (il remportera 3 Tours des

Flandres 1949, 1950 et 1951) avait lui aussi fait la Seconde Guerre mondiale. Ayant fait partie de la GNR, *Guardia Nazionale Repubblicana* qui avait pour rôle la lutte contre les partisans, Magni était en fait un rescapé des pelotons d'exécution.

Lors de l'étape Cannes-Briançon (16^{ème} étape, 274 km), Coppi et Bartali s'échappent. Sur les pentes de la Casse Déserte, ils sont seuls, Coppi est le plus fort mais laisse l'étape au vieux Gino pour son 35^{ème} anniversaire et endosse le maillot jaune. Le lendemain, dans l'étape Briançon-Aoste,

champion reprend le dessus pour remporter une belle victoire à Briançon. Il termine ce Tour de calvaire à la 10^{ème} place à plus de 45 minutes d'Hugo Koblet. 1952 est une grande année. Il domine tous ses concurrents sur le Giro : Magni (2^{ème}), Kübler (3^{ème}), Bartali (5^{ème}) et arrive sur le Tour en grand favori. Il gagne le contre-la-montre de Metz-Nancy, puis à l'Alpe d'Huez (c'est la première montée sur cette arrivée légendaire) et le lendemain à Sestrières. Bartali fait allégeance en donnant sa roue à Coppi. C'est à nouveau un triomphe pour Fausto mais celui-ci va commencer à accumuler les déboires, sa liaison avec Giulia Locatelli déchaînant l'Italie puritaine. Son fils Faustino naîtra en Argentine pour que Fausto puisse en avoir la paternité. La vraie dernière grande victoire est son titre de champion du monde à Lugano.

La chute

De blessures en abandons, Coppi se traîne à l'arrière des pelotons. Il finit 2^{ème} du Giro 1955. La Bianchi, illustre équipe cycliste qui doit sa renommée à Fausto, se sépare du championnissimo vieillissant. Bartali, retiré des pelotons propose de monter une équipe avec son vieil ennemi. Lors d'une tournée en Haute-Volta, Fausto revient malade. La malaria est diagnostiquée en fin d'année 1959, réminiscence de la guerre... Géminiani qui l'accompagnait réussit à être sauvé, mais l'état de Coppi empire et le 2

janvier 1960 il décède à l'hôpital de Tortona. Gino, toujours second, rejoindra Fausto le 5 mai 2000.



Coppi en uniforme

Bartali crève puis chute. Sur ce Tour, une photo légendaire montre une gourde qui passe de la main de Coppi à celle de Bartali. On ne saura jamais qui avait passé son bidon, mais Bartali affirme que c'était le sien qu'il avait offert à son ennemi « intime ». Le directeur sportif, Alfredo Binda demande à Coppi de rouler et celui-ci arrive à Aoste en vainqueur et prend le maillot à Bartali qu'il ne quittera plus jusqu'à Paris. C'est un triomphe pour Fausto qui réalise le premier doublé Giro-Tour. Bartali est second à 10 minutes.

Le règne de Coppi

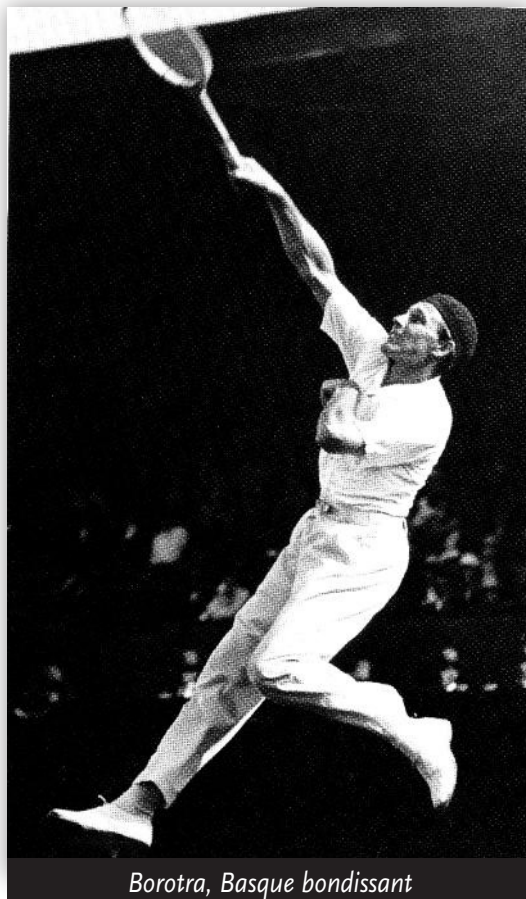
En 1950, Coppi remporte haut la main Paris-Roubaix et la Flèche Wallone. Le championnissimo se présente au Giro comme le grand favori mais une chute le met hors-jeu, bassin fracturé, pas de Tour de France. C'est le Suisse Hugo Koblet, le pédaleur de charme, qui remporte le Giro et son compatriote Ferdi Kubler le Tour. En 1951, Fausto perd son frère Serse lors du Tour du Piémont. Il arrive sur le Tour dans un état déplorable, lâché comme un pauvre grégaro. Il parle d'abandonner le cyclisme, mais son orgueil de

Des courts au front : des tennismen dans la guerre

Par
Guillaume
Willecoq

Cet article avait déjà fait l'objet d'une publication dans un précédent numéro de l'Histomag mais il avait toute sa place dans le dossier que nous avons voulu constituer aujourd'hui. Nous remercions donc l'auteur d'avoir repris et augmenté son article pour ce numéro.

« Fini les jolies filles, les coups de raquette, les bagarres sur les courts que nous avons livrées avec toute l'ardeur de notre jeunesse ». Ainsi s'exprime Yvon Pétra, champion de tennis français, vainqueur du premier Wimbledon de l'après-guerre, dans son autobiographie *Bon pour le service*, en 1970. Dans l'entre-deux-guerres, le tennis, encore réservé à une minorité de joueurs, est devenu un sport riche en vedettes, emmené par des personnalités charismatiques comme Suzanne Lenglen, William « Bill » Tilden ou les fameux Mousquetaires français, Henri Cochet, René Lacoste, Jean Borotra et Jacques Brugnon. La Seconde Guerre mondiale met un brutal coup d'arrêt à l'existence oisive de ces champions, et les contraint à s'engager dans un camp... et à faire des choix, la seule nationalité ne suffisant pas à vous classer d'un côté ou de l'autre de la svastika.



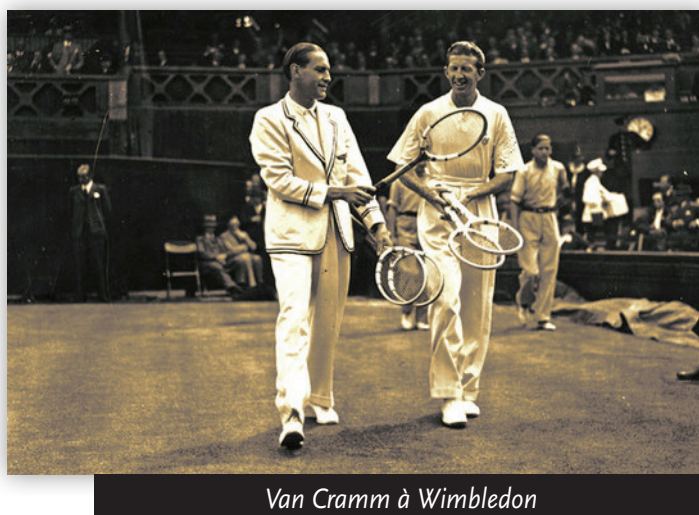
Borotra, Basque bondissant

peine d'un an de prison, à purger à la Lehrterstrasse de Berlin. Scandalisé par cet emprisonnement, son jeune rival émergent, l'Américain Donald Budge – qui signera cette année-là le premier « Grand chelem », à savoir remporter les quatre tournois majeurs en succession – n'oublie pas pour autant son adversaire sportif et réunit les signatures de 25 sportifs américains au bas d'une lettre de protestation envoyée à Hitler. Sans succès évidemment auprès du Führer. Au bout de six mois, Von Cramm est finalement libéré, mais il n'en a pas fini de ses déboires : même venue de la police d'Himmler, la rumeur d'homosexualité du baron affole les dirigeants de Wimbledon, qui lui refusent la participation à leur tournoi. Après trois finales perdues par le passé, c'est sa dernière chance de remporter le plus grand tournoi du monde qui s'envole. Quelques semaines plus

tard, en septembre 1939, la guerre est déclarée, et Gottfried Von Cramm est expédié en mai 1940 sur la frontière germano-soviétique comme simple soldat. Durant l'hiver 1942, on

Von Cramm, le baron des courts

Jusqu'à l'avènement de Boris Becker, dans les années 1980, Gottfried Von Cramm est la plus forte figure sportive du tennis allemand, vainqueur des Internationaux de France de Roland-Garros en 1934 et 1936, finaliste à trois reprises de Wimbledon (1935, 1936, 1937). Aussi élégant que fair-play, le baron Von Cramm – lignage certifié à partir du XII^{ème} siècle – est un homme très apprécié de ses pairs, ce qui amène tout naturellement le régime nazi à vouloir utiliser l'image de ce bel athlète pour exalter la race aryenne... Sauf que Gottfried Von Cramm est un opposant déclaré au national-socialisme. À plusieurs reprises, il balaie d'un revers de main les propositions d'adhésion au parti nazi, qui agit dès lors pour décrédibiliser cet encombrant personnage : dans la foulée d'une défaite contre les États-Unis en Coupe Davis en 1937 (voir encadré), Von Cramm est accusé d'être homosexuel et arrêté en mars 1938. Celui qui est alors le numéro 2 mondial de tennis est condamné, le 18 mai, à une



Van Cramm à Wimbledon

le retrouve artilleur dans la bataille qui fait rage aux portes de Moscou. Le baron ne se plaint pas, accomplit son devoir,

et revient même du front blessé et les jambes gelées. Il doit être évacué à l'hôpital de Varsovie, et se voit bientôt décoré de la Croix de fer. En juillet 1944, il est pourtant accusé de complicité dans l'attentat dont est victime Hitler. Arrêté, torturé par les services de la Gestapo, le baron retrouve les prisons du Reich. Mais le roi de Suède Gustave V, grand passionné de tennis, lui-même d'ailleurs joueur de double à l'occasion aux côtés des champions sur la Côte d'Azur, intervient en sa faveur et obtient sa libération : Hitler ne veut pas mécontenter le souverain d'un pays qui est un de ses derniers partenaires commerciaux. Von Cramm trouve refuge en Suède jusqu'à la fin de la guerre. Il revient ensuite dans son pays participer à l'effort de reconstruction, reconverti en importateur de coton et s'occupant de sa ferme du Hanovre. Il meurt en 1976, dans un accident de voiture.

Henkel et Prenn, destins tragiques

Henner Henkel, son compatriote et numéro 2 allemand, ne vit pas aussi longtemps. Indissociable du baron Von Cramm par leur quête associée d'une victoire en Coupe Davis, les deux hommes sont aussi

différents hors du court qu'inséparables en compétition. Henkel est le cadet de six ans de Von Cramm. Très talentueux, jugé extrêmement prometteur, il s'affirme très vite comme le dauphin du baron pour la suprématie nationale, remportant notamment le tournoi de Roland-Garros dès 1937, un an après le dernier sacre de son aîné à Paris. Ensemble, ils s'imposent cette même année en double à Roland-Garros et à l'US Open, deux des quatre levées du Grand chelem. En Coupe Davis, Henkel cumule un excellent bilan de 49 victoires pour 17 défaites avant que n'éclate le second conflit mondial. En 1938, Von Cramm incarcéré, Henner Henkel devient enfin numéro 1 allemand.

Car là où le baron a choisi de s'opposer au régime, Henkel, sympathisant du mouvement nazi, possède sa carte du parti et effectue fièrement le salut hitlérien à la fin de ses matchs sur les courts du monde entier. Encore jeune quand la guerre éclate, Henkel est mobilisé et envoyé sur le front russe, au sein de la VI^{ème} Armée du général Friedrich Paulus. Il prend notamment part à la bataille de Stalingrad, où il trouve la mort le 3 décembre 1942, à l'âge de 27 ans. Destinées opposées, donc, pour les deux héros du tennis allemand d'avant-guerre, dont le panorama ne serait pas complet sans citer le nom de Daniel Prenn, leur prédécesseur au sommet de la hiérarchie nationale, mais obligé de fuir l'Allemagne car d'origine juive. Prenn est référencé comme numéro 1 allemand et estimé entre 6^{ème} et 8^{ème} joueur mondial quand Adolf Hitler est nommé chancelier.



Daniel Prenn

Dans la foulée de ce bouleversement politique, le Deutscher Tennis Bund (équivalent de l'actuelle Fédération nationale) adopte, à l'unanimité, plusieurs résolutions discriminatoires en 1933 : « *Aucun Israélite ne pourra être sélectionné dans une équipe nationale ou en Coupe Davis. Aucune association, aucun club israélite ou marxiste ne pourra être affilié au Deutscher Tennis Bund. Aucun Israélite ne pourra remplir une fonction au sein du*

Deutscher Tennis Bund ». Et la dernière, nominative, envers celui qui était alors numéro 1 allemand : « *Le joueur Daniel Prenn ne sera pas sélectionné en équipe de Coupe Davis en 1933* ». Privé de compétition, craignant bientôt pour sa sécurité, Prenn s'enfuit en Grande-Bretagne, pays dont il prend par la suite la nationalité et où il s'éteint en 1991. Sur un plan humain, bien différentes furent les destinées des champions majeurs de l'Allemagne des années 1930. Mais sur un strict plan sportif, nul doute que les trois hommes alignés ensemble auraient pu remporter cette Coupe Davis que l'Allemagne attendra jusqu'en 1988, au plus fort des « années Becker » et juste avant la Réunification. Comme un symbole.

Borotra : du Mousquetaire au Ministère...

La France, elle, ne connut pas cette si longue attente. Et pour cause : avec ses fameux « Mousquetaires », à savoir Henri Cochet, René Lacoste, Jean Borotra et Jacques Brugnon, elle fait main basse sur la compétition six années de suite, entre 1927 et 1932. Mais, tout comme en Allemagne, la guerre se charge de sectionner les trajectoires. Quand débute le second conflit mondial, Jean Borotra est une véritable célébrité en France. Outre ses six Coupes Davis, il a remporté Wimbledon (1924 et 1926), les Championnats d'Australie (1928) et Roland-Garros (1931). Surtout, le

“Basque bondissant” est un homme de spectacle, au fort caractère, propice à déchaîner les passions. L'homme suscite l'admiration autant qu'il agace, récolte autant d'éloges que de critiques. Forte personnalité, polytechnicien, lancé dans les affaires alors même qu'il joue encore au tennis,



Henner Henkel



Borotra et la Reine



Borotra

Borotra ne laisse pas indifférent. Proche des Croix de feu, pour lesquelles il milite régulièrement à travers le tennis, Borotra, alors âgé de 41 ans, ne tente pas de se soustraire à la mobilisation décrétée par Édouard Daladier le 1^{er} septembre 1939. « *J'étais engagé volontaire durant la Première Guerre mondiale, expliqua-t-il par la suite. Je devais être fidèle à l'esprit des anciens combattants et au devoir patriotique.* » Capitaine au 5^{ème} escadron du 232^{ème} régiment d'artillerie divisionnaire, Borotra se bat dans le sud de l'Aisne, où la 10^{ème} division d'infanterie à laquelle il appartient est chargée de protéger la route de Paris. La défaite est vite consommée, mais Borotra y récolte la Croix de guerre.

Le 16 juin 1940, le maréchal Philippe Pétain arrive à la tête du pays vaincu. Très vite, il pense à Jean Borotra pour gérer les questions sportives de son gouvernement. Les deux hommes se connaissent depuis 1933, quand ils se sont rencontrés à l'occasion d'un dîner en l'honneur de Gustave V de Suède. Borotra décrit ainsi sa relation avec le Maréchal : « *Nous avons tous deux combattu pendant la Grande Guerre, et Pétain était un fils de paysans que le tennis faisait un peu rêver.* » Ce soir-là, les deux hommes discutent de petite balle jaune, mais aussi de sujets plus graves. « *Le maréchal me disait que la condition physique du jeune Français est insuffisante. Il ne peut évidemment pas être question d'imiter l'Allemagne et de militariser notre jeunesse, mais il est indispensable que tout au long de son éducation on se préoccupe de renforcer le corps et le caractère du jeune Français.* » Ces propos trouvent écho en Borotra, issu d'une bourgeoisie de province aux fortes valeurs chrétiennes, un bagage qui l'attache fortement aux valeurs hiérarchiques. Cela a son poids dans son choix initial de juillet 1940. Car, dans un premier temps, Jean Borotra hésite. D'un côté, il considère que « *[son] devoir est d'aller me battre avec les Anglais.* ». De l'autre, il y a l'autorité : Philippe Pétain est le héros de Verdun, Charles de Gaulle un général de brigade condamné à l'emprisonnement pour refus d'obéissance et délit d'excitation de militaires à la désobéissance. « *Voilà longtemps que je connais le maréchal Pétain et le général Weygand, notera encore Borotra. Ils ne peuvent pas se tromper. Je dois leur faire confiance.* ». Aussi, quand ceux-ci font appel à lui, il accepte : le 13 juillet 1940, Jean Borotra est nommé commissaire général à l'Éducation générale et aux sports du gouvernement de Vichy. Rattaché au Ministère de

l'Instruction Publique, son commissariat général est chargé, selon les propos du Maréchal, de former « *une jeunesse française plus forte dans tous les domaines, mieux armée pour la vie et prête à répondre à tous les appels que le pays pourrait lui adresser.* ». Dans la tête de Jean Borotra, cela correspond alors à l'attente de l'aide américaine pour lutter contre les Allemands. D'ici là, il met en place une ambitieuse politique sportive nationale. Le 26 mars 1941, un décret instaure une épreuve d'éducation physique et sportive au Baccalauréat, donnant ses lettres de noblesse aux disciplines sportives au sein de l'éducation. Borotra promeut également le développement des activités sportives féminines ; ses années



Le match qui scelle le sort de Von Cramm

En 1937, Gottfried Von Cramm et Henner Henkel semblent plus que jamais armés pour remporter la Coupe Davis. Afin de mettre toutes les chances de leur côté, les dirigeants allemands vont jusqu'à louer les services d'un coach de luxe, l'Américain Bill Tilden, 7 Coupes Davis, 7 US Open et 3 Wimbledon au compteur. Après avoir rapidement expédié l'Australie, les Allemands gagnent le droit de défier les États-Unis en finale interzones, prélude à la grande finale face au champion sortant, la Grande-Bretagne. Le premier jour, les leaders de chaque équipe assurent facilement leur point, Von Cramm contre Bryan Grant et Donald Budge, la star montante internationale, contre Henkel. Le double est pour les Américains, tandis qu'Henkel égalise le dernier jour contre Grant. Deux points partout : le choc Budge-Von Cramm va être décisif. Cinq minutes à peine avant d'entrer sur le court, le baron reçoit un coup de téléphone inattendu : le Führer lui-même souhaite lui adresser ses encouragements... Ce match capital, Von Cramm finit par le perdre (6/8, 5/7, 6/3, 6/2, 8/6), mais il est considéré comme un chef-d'oeuvre, « *la plus belle partie de tennis que j'ai jamais vue.* », dira même Tilden. Pour l'Allemand, il s'agit surtout du match qu'il ne fallait pas perdre aux yeux du Reich... même si, toujours aussi classe, Von Cramm ne montre ni déception, ni inquiétude, et est le premier à féliciter son vainqueur.

à Vichy sont marquées par un doublement du nombre de licenciés dans de nombreuses disciplines. Pour autant, tout cela ne peut faire oublier l'interrogation lancinante : comment a-t-il pu cautionner la politique antisémite du gouvernement de Vichy, et notamment la création d'un commissariat général aux questions juives dès mars 1941 ? Car Jean Borotra n'a jusque-là pas réputation d'antisémisme. D'ailleurs, dans son action de commissaire général aux sports, jamais il n'interdit à quiconque l'accès d'une compétition sous prétexte de confession juive ou tout autre critère discriminatoire. Au contraire, dès le 20 août 1941, le "Basque bondissant" interdit aux sportifs Français toutes rencontres officielles avec des Allemands... ce qui ne plait évidemment pas à Berlin et vaut très vite des problèmes à Borotra.

... au maréchaliste déçu déporté

En attendant, il se signale par son silence sur les questions de fond, se défaussant derrière l'ampleur de sa tâche aux Sports, et sa confiance en Philippe Pétain pour le reste. Il faut au passage noter qu'en tant que commissaire général, Borotra ne participe pas aux délibérations du Conseil des ministres. Dès lors, il expliquera n'avoir pas eu connais-



Borotra

sance de la participation du régime de Vichy à la Solution finale. Pour lui, les Juifs déportés contribuaient à l'effort de guerre allemand en travaillant dans des camps de travaux forcés. « C'était révoltant, bien sûr, mais il est des fois où il faut avoir le courage de se déshonorer pour sauver son pays », dira-t-il en 1944, évoquant son action à Vichy. Dans le fond, ce Jean Borotra qui n'a rien d'un homme politique, apparaît parfois un peu perdu, contraint à de véritables contorsions intellectuelles entre ce qu'il perçoit et la confiance aveugle qu'il accorde au Maréchal. En outre, dès mai 1941, Borotra se sait en sursis à Vichy, ayant par trop déplu aux autorités allemandes. Et de fait, quand le gouvernement est remanié autour de Pierre Laval, en avril 1942, le champion de tennis est limogé. Très vite, il reprend son idée abandonnée de mai 1940, à savoir quitter la France pour combattre avec les Forces libres. Borotra veut rejoindre l'armée française d'Afrique du Nord, mais il s'épanche un peu trop de ce

projet et les Allemands en ont bien vite connaissance. Le 22 novembre 1942, alors qu'il arrive gare d'Austerlitz pour prendre le train du soir, Jean Borotra est arrêté sur le quai par la Gestapo. Il passe cinq mois emprisonné au camp de Sachsenhausen, près de Berlin, isolé de l'horreur concentrationnaire dans une cellule individuelle. Le 12 mai 1943, il est transféré au château d'Iter, dans le Tyrol autrichien, où il reste jusqu'à la fin de la guerre, en compagnie de Paul Reynaud, Édouard Daladier et Léon Jouhaud. Ambiance autour de la table commune lors des repas... Comme pour Gottfried Von Cramm – il existe d'ailleurs une grande estime entre les deux champions de tennis – il semble aussi que son amitié avec Gustave V ait joué dans ce traitement de faveur réservé au quadruple vainqueur en Grand chelem.

Après la Libération, Jean Borotra est arrêté pour sa participation au gouvernement de Vichy. Mais, n'ayant pas siégé au Conseil des ministres et ayant cessé toute activité vichyste dès la nomination de Pierre Laval, il va bénéficier d'un statut exceptionnel de « déporté résistant » attribué par le Conseil d'État. La Haute Cour renonce de son côté à toutes poursuites à son encontre. Par la suite, Jean Borotra reprend la raquette, gagnant encore des compétitions à près de 50 ans... et continuant jusqu'à sa mort, en 1994, à saluer l'action de Philippe Pétain, ce qui le met à plusieurs reprises en position délicate dans l'opinion et la vie publique. Il est alors loin, le flamboyant champion des années folles...

Destremau, un tennisman combattant pas comme les autres

Bernard Destremau fut également un tennisman au parcours bien particulier dans l'histoire des courts. Fils d'un général, son éducation le prédestine à devenir militaire, mais il montrera que l'on peut avoir plusieurs vocations. Très tôt passionné de tennis, il finit par s'inscrire au Tennis Park de Lyon en 1930, son père étant alors nommé gouverneur de la place militaire. Ainsi, de 1931 à 1936, il traverse le classement français, gagne le championnat de France juniors en 1934 et 1935 et entre en première série à 17 ans pour devenir n°1 français en décembre 1936, à seulement 19 ans. Cette année-là, il est sélectionné pour ses premiers matchs de Coupe Davis contre la Chine, les Pays-Bas et la Yougoslavie. Champion du monde universitaire et de-



Destremau et Pétra

mi-finaliste des Internationaux de France en 1937 (battu par le futur vainqueur Henner Henkel), il revient en 1938 mais butte en quarts de finale sur le revers de l'Américain Donald Budge, là aussi futur lauréat de l'épreuve. Néanmoins, Destremau obtient très vite sa revanche à Roland-Garros en remportant le double cette même année 1938 avec Yvon Pétra, face à la meilleure paire mondiale du moment, composée de Donald Budge et Gene Mako.

Poussé par sa famille qui souhaite le voir parmi les élites de la France (traditions oblige !), il prépare et obtient le diplôme d'HEC en 1939, tout en continuant sa carrière sportive. Ainsi la déclaration de guerre le trouve aux États-Unis où il vient de disputer son troisième Forest Hills. Il rentre alors en France et rejoint le dépôt de cavalerie de Rambouillet comme élève-officier. Démobilisé après la défaite, il s'inscrit à l'École libre des sciences politiques et en sort diplômé en 1942, mais n'oublie pas pour autant la terre battue et remporte le Tournoi de France de Roland-Garros en 1941 et en 1942, compétitions qui ne brillèrent pas par leur concurrence internationale. En février 1943, il passe clandestinement en Espagne en compagnie d'Henri Gentien (frère du joueur de tennis Antoine Gentien), par la filière du « réseau de La Comète ». Il est interné à Madrid puis rejoint l'Afrique du Nord où il est incorporé dans un régiment de chars, le 5^{ème} chasseurs d'Afrique. À la tête d'un peloton de cinq chars légers, il participe au débarquement de Provence et est engagé en pointe dans les combats autour de La Valette et Toulon, puis en Bourgogne, en Alsace et en Allemagne. Blessé trois fois, il reçoit la Légion d'honneur des mains du général de Lattre à Dijon en 1944, ainsi que la Croix de guerre avec cinq citations (dont trois à l'ordre de l'Armée). Démobilisé en novembre 1945 seulement, il se hâte de reprendre la raquette pour disputer des matchs de Coupe Davis, des rencontres internationales et des championnats nationaux.

Longiligne, doté d'un jeu plat classique, agressif et très bon tacticien, Destremau était connu pour remporter souvent ses matchs à l'arraché grâce à son énergie et son tempérament de battant. D'une longévité certaine, il bat de nombreux champions étrangers tels que Puncce, Henkel, Austin, Riggs, Patty, Bromwich, Quist, Trabert et Rosewall. Il remporte encore le championnat national en 1951 et 1953 et sera ainsi classé six fois n°1 français sur l'ensemble de sa carrière. Très attaché à son club, le Racing Club de France, il en est le vice-président pendant de nombreuses années. Il est aussi capitaine de l'équipe de France de Coupe Davis

en 1954-1955, et président de l'International Lawn-Tennis Club de France (ILTCF). N'étant plus à une carrière près, il devient aussi diplomate de 1945 à 1981, cède aux appels de la politique (et de son ami Valéry Giscard d'Estaing) en devenant député de Versailles de 1967 à 1978, et même secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le gouvernement Chirac de 1974 à 1976. Prenant une retraite bien méritée, il est élu à l'Institut de France en 1995 et se consacre jusqu'à sa mort, en 2002, à la rédaction d'ouvrages allant de l'étude du vin à la politique, en passant par l'histoire et le sport.

Pétra, du Rhin à la résistance passive



YVON PETRA, No. 5 (France).

La planète tennis, elle, recommence à tourner dès 1946, offrant un cru faste au tennis tricolore avec les titres de Marcel Bernard à Roland-Garros et d'Yvon Pétra à Wimbledon, les premiers Grands chelems pour des Français depuis les Mousquetaires. Succédant ainsi à Borotra au palmarès de Wimbledon, Yvon Pétra a auparavant croisé la route du Commissaire général à l'Éducation et aux sports durant l'Occupation. Avant la guerre, Pétra, robuste gaillard de près de deux mètres né en Cochinchine et arrivé en France quatre ans plus tôt, à 18 ans, est l'espoir majeur du tennis tricolore, vainqueur en double à Roland-Garros et promis au succès en simple. C'est d'ailleurs pendant qu'il dispute un tournoi à Juan-les-

Pins qu'il prend connaissance de la mobilisation. Pétra, comme son grand ami Pierre Pellizza, est affecté au 3^{ème} bataillon du 24^{ème} Régiment d'infanterie, caserné à Satory et connu sous le sobriquet de « régiment des athlètes ». Ils sont dans un premier temps envoyés dans le Roussillon, pour épauler la garde mobile dans la surveillance du camp de réfugiés espagnols de Saint-Cyprien-plage. L'hiver approchant, le chargeur-mitrailleur Pétra et son régiment sont envoyés sur le Rhin. Ils y passent les fêtes de fin d'année, au premier rang pour voir les manœuvres allemandes et, le 10 mai 1940, les avions de la Luftwaffe noircir le ciel français par les premiers bombardements. Les combats au sol tournant à la débâcle pour les Français, le 3^{ème} bataillon du 24^{ème} RI est bientôt intégré aux unités chargées de protéger la retraite des troupes. Le choc contre l'infanterie allemande a lieu à Urmatt. Blessé au genou, fait prisonnier, Pétra est envoyé, comme beaucoup d'autres, dans les camps allemands. Il est dans un premier temps emprisonné au Stalag VII A, près de Moosburg (Bavière). Yvon Pétra est alors le N°73 241. Puis c'est le transfert au Stalag IV B, à Muhlberg-sur-Elbe, un camp qui abrite un grand nombre de Bretons et où Pétra passe plusieurs mois. Comme partout, son nom et son statut de grand sportif attirent les amitiés.



Pellizza et Pétra

Aux veillées, Pétra raconte à ses compagnons d'infortune ses histoires de tennis, ses voyages, ses tournois... Cette situation dure jusqu'en 1941, et le retour en France d'Yvon Pétra, suite à un ordre de rapatriement venu de la Croix-Rouge internationale.

Dans la France occupée, Pétra se fait ensuite discret, écrivant quelque peu dans l'organe de propagande sportive du Commissariat général de son aîné Jean Borotra, et ouvrant un bar, « Le Crocodile », où il héberge à l'occasion des hommes en fuite et abrite des réunions de résistants. Une fois la guerre achevée, Yvon Pétra reprend la raquette et, quelques mois plus tard, gagne le titre « Messieurs » de Wimbledon. Décédé en 1984, il n'a que le temps de voir Yannick Noah ouvrir un autre glorieux chapitre du tennis français, sans sang ni larmes celui-là.

Bibliographie :

Daniel Amson, *Borotra, de Wimbledon à Vichy*, Tallandier, 1999.

Bernard Destremau, *Le cinquième set, du tennis à la diplomatie*, France-Empire, 1986.

Yvon Pétra, « *Bon pour le service* », autobiographie, La Table ronde, 1970.

« *Gottfried Von Cramm, le baron des courts* », in Sports Illustrated, numéro du 5 juillet 1993.

Bud Collins, *The Bud Collins history of tennis : an authoritative encyclopedia and record book*, New Chapterpress, 2008.

Pierre Rebourgeon, *Dictionnaire du tennis*, Fernand Nathan, 1981.

Grand Prix, par Marvano

Par Etienne Wilmet

Autant le dire de suite. C'est "Une histoire qui n'a jamais eu lieu". Mais le contexte historique est bien là, lui, trop vrai. En 1925, en Basse-Saxe, lors d'une partie de chasse, Hans Stuck von Villiez rencontre un personnage singulier : grand admirateur du coureur mais ne sachant pas conduire lui-même, il est passionné par les courses automobiles. Huit ans plus tard, le 30 janvier, cette personne devient le maître de l'Allemagne.

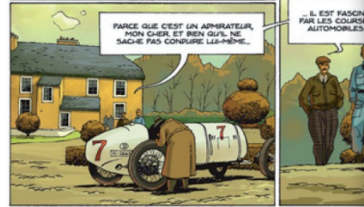
C'est ainsi que commence cette trilogie de Marvano, dessinateur des séries *Berlin*, *La Guerre Éternelle* mais aussi de *Dallas Barr*.

Cette rencontre entre Hans Stuck et Hitler a laissé des traces : le Führer a décidé de relancer l'industrie automobile et, par le biais de la course, de mettre en valeur la qualité de l'industrie allemande... Tout naturellement Hans Stuck devient pilote pour Auto-Union.

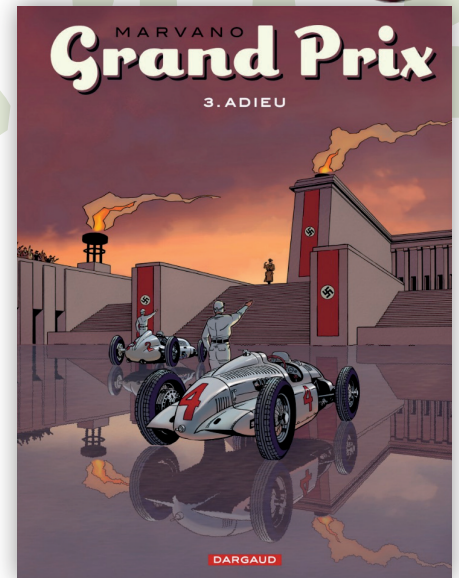
Suite à l'accident de Caracciola, un nouveau pilote est recherché. Personnage inventé, Leslie Toliver est un pilote de course anglais engagé dans une équipe allemande. Il découvre tout au long de cette trilogie les intérêts économiques et politiques qui sont l'enjeu dans cette Allemagne des années 30, lorsque les pions se mettent en place et devient ainsi, fil conducteur du récit, le témoin direct et privilégié de cette époque.

Toutefois, les véritables personnages de ces albums sont les voitures, les Flèches d'Argent qui ont fait la grandeur de Mercedes et dont les moteurs intéressaient tant Hitler.

Sur fond de courses automobiles, de Grands Prix, se greffe une intrigue historique que je ne dévoilerai pas. Sachez juste que l'espionnage est aussi dans la course, que Churchill est fort intéressé par le héros, que des projets d'évacuation par le Danube existaient et que, même vainqueur d'une course, il ne fait pas bon avoir du sang juif.



Marvano



Il est inutile de dire que je suis fan de Marvano, croisé au détour de l'album « *Les Sept Nains* » qui relate l'histoire d'un Lancaster de la RAF. Ses albums sont nets, précis; il arrive à maîtriser parfaitement le contexte de ses images dans le cadre historique. Albums à feuilleter, à lire et relire pour en tirer toute la substance. Ils fourmillent de personnages réels que l'on peut prendre plaisir à rechercher : Rosemeyer, Carraciola, Churchill, Hitler et d'autres figures du nazisme, sans oublier l'omniprésence d'Alfred Neubauer...

Détail intéressant, certains événements réels sont accompagnés d'un lien YouTube, et donc à visionner sur internet.

À déguster, donc.

- 1 *Renaissance*, Dargaud, Paris, 2010
Scénario et dessin : Marvano - Couleurs : Bérengère Marquebreucq -
Traduction : Philippe Bertinchamps - Lettrage : Éric Montésinos - Préface : Jacky Ickx
- 2 *Rosemeyer!*, Dargaud, Paris, 2011
Scénario et dessin : Marvano - Couleurs : Bérengère Marquebreucq -
Traduction : Monique Nagielkopf - Lettrage : Éric Montésinos - Postface : Ever Meulen
- 3 *Adieu*, Dargaud, Paris, 2012
Scénario et dessin : Marvano - Couleurs : Bérengère Marquebreucq
Traduction : Monique Nagielkopf - Lettrage : Éric Montésinos - Postface : Ever Meulen



La vidéo que nous vous proposons ici vous montre les deux demi-finales et la finale du 100m. L'épreuve reine de l'athlétisme connue (et connaît encore) un certain retentissement dans l'Histoire des sports, puisque c'est un noir américain, Jesse Owens, qui la remporte dans ce qui était alors la capitale d'un régime ouvertement raciste et xénophobe, au plus grand déplaisir du Führer. Décrochant l'or et battant les records du monde du 100m, du 200m, du saut en longueur et du relais 4x100m avec l'équipe américaine, Jesse Owens est rentré dans l'Histoire lors de ses Olympiades, même si à son retour chez lui il dû à nouveau s'asseoir à l'arrière des autobus...



Les Jeux Olympiques de 1936 se veulent comme un coup de projecteur sur le Reich qu'à construit Adolf Hitler. Celui-ci souhaite montrer la supériorité de la race arienne dans les sports, et la propagande est un outil primordial dans son entreprise. La vidéo que nous vous présentons ici est un extrait du film documentaire *Olympia (Les Dieux du Stade)* de Leni Riefenstahl. C'est en effet cette dernière qui est choisie par le Führer pour immortaliser les Olympiades de Berlin, étant considérée par Goebbels comme une cinéaste de talent au service du régime. On constate ainsi que la réalisatrice n'hésite pas à mettre en valeur le gigantisme des décors mis en place, la belle allure des athlètes allemands et la mise en scène, conformément aux « codes » du régime. Cependant le film dans son ensemble, montre aussi les sportifs des autres délégations et leurs succès dans les épreuves. En définitive, ce

film, longtemps dénigré, peut être considéré comme un documentaire assez fidèle de l'ambiance de ces jeux si l'on sait faire abstraction des séquences propagandistes. Riefenstahl déclarera d'ailleurs dans ses mémoires avoir tourné *Olympia* comme « une célébration de tous les athlètes et un rejet de la théorie de la supériorité de la race aryenne. »



Par
Prosper
Vandenbroucke

L'emploi en Belgique, le travail volontaire et le travail obligatoire des Belges en Allemagne entre 1940 et 1945

Après la capitulation de l'armée belge le 28 mai 1940, la lutte contre le chômage massif constituait une des tâches prioritaires de l'occupant. Après une diminution à 154 000 en mai 1940 à la suite de la mobilisation, le nombre de chômeurs est ensuite monté à un demi-million au mois d'août de la même année. Cette brusque augmentation a surtout résulté du retour des réfugiés et des prisonniers de guerre.

Ils ne pouvaient pas reprendre le travail immédiatement parce qu'un grand nombre d'usines avait souffert des opérations militaires, que le réseau des communications était délabré et que l'approvisionnement de matières premières était impossible à court terme. Cette situation irritait extrêmement les Allemands. Ils considéraient ce nombre particulièrement élevé de chômeurs comme un *Gefahrenherd* (foyer de danger) considérable pour le maintien de l'ordre et de la paix dans le pays occupé.

au chômage à aller travailler volontairement en Allemagne. En Belgique, la lutte contre le chômage était menée sur trois fronts: la relance de la vie industrielle qui avait été immobilisée par la guerre, la reconstruction et la création de nouveaux emplois par la *Wehrmacht* et d'autres services allemands. Les trois secteurs de l'économie belge qui ont le plus rapidement retrouvé le niveau d'emploi d'avant la guerre étaient l'agriculture, les charbonnages et la sidérurgie. Dans le secteur agricole, qui employait dans des circonstances «normales» 100 000 personnes, le chômage avait déjà été résorbé après quelques mois. Grâce aux excellentes conditions climatiques, les récoltes qui occupaient à cette époque une main-d'œuvre fort importante, ont pu débiter très tôt. En outre, quelques milliers de travailleurs ont pu être affectés au réaménagement des nombreux hectares de terre qui avaient été inondés pour des raisons stratégiques.

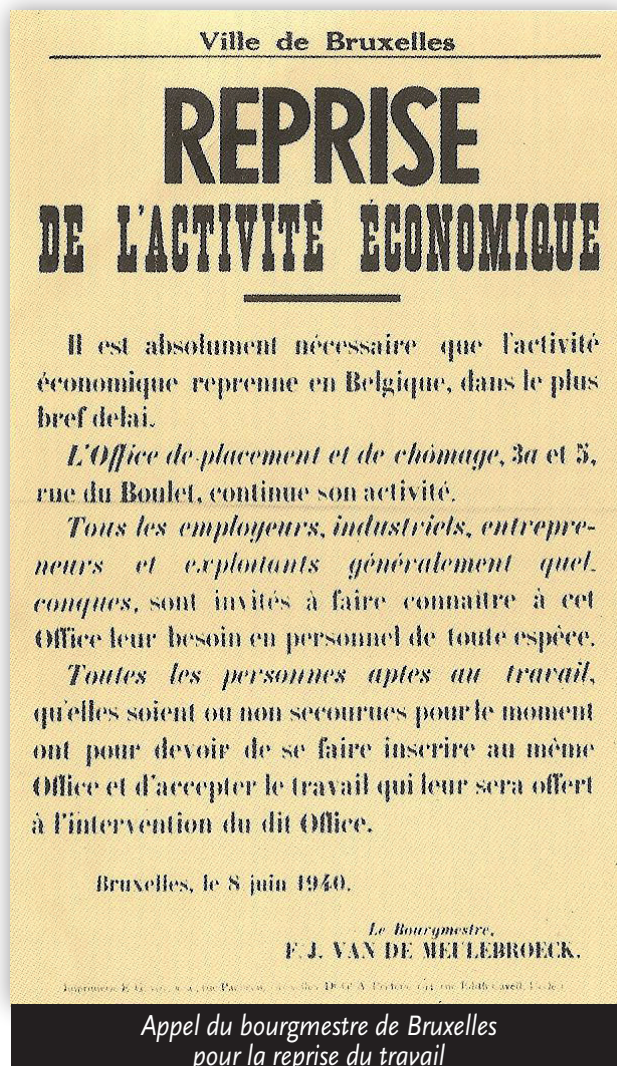
Dans les mines aussi le personnel était de nouveau au complet après peu de temps et en novembre 1940 il fallut même faire appel à une main-d'œuvre supplémentaire pour atteindre les normes de production fixées par l'occupant. Dans l'industrie sidérurgique, la relance fut certes moins spectaculaire, la baisse du chômage s'accroissant néanmoins en permanence. En octobre 1940, près de 40 403 ouvriers étaient encore au chômage dans ce secteur. Ce chiffre est descendu à 10 515 en avril 1941 et a atteint le niveau zéro en octobre de cette année, principalement à cause de la forte augmentation des commandes adressées par les Allemands à la sidérurgie belge après le 22 juin 1941, début de la campagne de Russie.

À côté de la relance dans les trois secteurs «traditionnels», la *Militärverwaltung* (administration militaire allemande en Belgique occupée) envisageait aussi un projet à court terme exigeant une main-d'œuvre importante.

Avec les dommages occasionnés par la guerre dans l'ensemble du pays, les travaux suivants s'imposaient:

Reconstruction des bâtiments détruits ou endommagés, des rues et des ponts dans les villes et les villages...

Sous la direction du secrétaire général C. Verwilghen, qui occupait en même temps le poste de commissaire général à la restauration, 66 638 personnes travaillaient dans ce secteur en octobre 1940.



Ville de Bruxelles

REPRISE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Il est absolument nécessaire que l'activité économique reprenne en Belgique, dans le plus bref délai.

L'Office de placement et de chômage, 3a et 5, rue du Boulet, continue son activité.

Tous les employeurs, industriels, entrepreneurs et exploitants généralement quelconques, sont invités à faire connaître à cet Office leur besoin en personnel de toute espèce.

Toutes les personnes aptes au travail, qu'elles soient ou non secourues pour le moment ont pour devoir de se faire inscrire au même Office et d'accepter le travail qui leur sera offert à l'intervention du dit Office.

Bruxelles, le 8 juin 1940.

Le Bourgmestre,
F. J. VAN DE MEULEBROECK.

Imprimerie K. G. ...

**Appel du bourgmestre de Bruxelles
pour la reprise du travail**

En juin 1940 déjà ils présentèrent un plan destiné, sinon à éliminer le chômage, du moins à le faire baisser sensiblement: d'une part en stimulant la mise au travail dans le pays même, et d'autre part en incitant la main-d'œuvre

Ce chiffre est descendu à 25 000 en 1941 et à 17 000 l'année suivante. Cette diminution était parallèle à la demande croissante de main-d'œuvre dans l'industrie belge, mais résultait principalement de l'arrêt des fournitures de matériaux de construction.

Au cours de la deuxième année d'occupation, le ciment, le bois, le fer à béton, etc. étaient prioritairement destinés aux projets militaires importants, par exemple la construction des bunkers, alors que la restauration n'obtenait ces matières premières et fournitures essentielles qu'avec parcimonie.

La *Wehrmacht* et d'autres services allemands (notamment l'*Organisation Todt*) jouèrent aussi un rôle dans la lutte contre le chômage. Une main-d'œuvre belge importante fut employée pour le chargement et le déchargement de matériel de l'armée allemande dans les ports et les gares, pour réparer les routes, les ponts et les voies ferrées, pour rendre les canaux de nouveau navigables, pour construire et entretenir des aérodromes, bref, tout ce qui était nécessaire pour que l'appareil d'occupation fonctionne normalement. Que tous ces services logistiques procuraient un grand nombre d'emplois, voilà ce que révèle le nombre de Belges qui travaillaient pour eux: pas moins de 152 000 le 1^{er} novembre 1941.

Le deuxième volet de la lutte contre le chômage était, outre la stimulation de l'emploi en Belgique, la mise au travail en Allemagne, l'*Arbeitseinsatz*. À ce sujet il faut distinguer deux phases: le travail volontaire - jusqu'au 6 octobre 1942 - et ensuite la mise au travail obligatoire. Il est difficile de déterminer combien de Belges sont volontairement partis travailler en Allemagne. Sur la base des statistiques principalement allemandes, et quelques rares statistiques belges, on peut supposer qu'au cours de la période d'août 1940 à octobre 1942, environ 200 000 personnes ont franchi la frontière pour aller travailler dans les usines allemandes. La plupart d'entre eux n'étaient toutefois pas des volontaires au sens strict du terme; mais ils y étaient poussés par nécessité, pour «gagner leur pain».

Qui parmi les nombreux travailleurs au chômage, qui devaient souvent entretenir une famille, ne l'aurait pas risqué? Les avantages ne manquaient pas d'être tentants: salaires élevés, excellentes conditions de travail, nombreux avantages sociaux et congés réguliers.

Tout ceci contrastait fortement avec l'aumône que recevait le chômeur en Belgique, et la propagande usait et abusait de cet argument. Il n'est par conséquent pas étonnant que seule une petite minorité se rendait en Allemagne par pur idéalisme et cette minorité était constituée pour plus de 90 % de partisans de groupes de l'Ordre Nouveau.

Le moteur de l'*Arbeitseinsatz* était le *Gruppe VII Arbeitseinsatz und Sozialwesen*, (emploi et affaires sociales) du *Wirtschaftsabteilung* (département de l'économie) qui avait été créé au sein de l'administration militaire.



Publicité de journaux vantant le travail volontaire en Allemagne

Par la suite, lors de la mise au travail obligatoire en Allemagne, le *Gruppe VII* devait se transformer en une *Abteilung Arbeit* indépendante. Ce *Gruppe VII* comportait différents *Referaten* (services) qui étaient compétents pour un aspect déterminé de la politique de l'emploi.

À un échelon plus bas se trouvaient les *Arbeitseinsatzreferenten* (chefs de service). Ceux-ci étaient détachés auprès des *Oberfeldkommandanturen* et des *Feldkommandanturen* où ils étaient chargés de l'application pratique de la mise au travail. À cet effet, ils disposaient de *Werbstellen* (bureaux de recrutement), Généralement, le *Gruppe VII* centralisait les ordres de recrutement qu'il recevait directement du Ministère allemand du Travail.

Par l'intermédiaire des *Referenten*, ces ordres arrivaient aux *Werbstellen* qui se chargeaient d'embaucher le nombre nécessaire de travailleurs. Dès le début, l'occupant voulait faire participer les bureaux belges de placement. Mais il se heurta à l'opposition des secrétaires généraux qui, après des discussions interminables et une correspondance abondante, ne tolérèrent qu'une propagande passive, (par exemple l'affichage) dans les locaux des bureaux de placement.

Bien que les fonctionnaires belges puissent donner tous les renseignements nécessaires au candidat, seuls les *Werbstellen* étaient compétents pour l'embauche effective. Après la création, en avril 1941, de l'Office National du Tra-

vail sous la direction de F.J. Hendriks, la situation changea et les bureaux de placement (désormais appelés Offices du Travail sur le modèle allemand) se rangèrent totalement à l'opinion de l'occupant. À partir de ce moment, ils partageaient le point de vue du *Gruppe VII* selon lequel les Offices du Travail n'avaient pas pour tâche «*de distribuer des cachets*», mais «*de conseiller expressément aux chômeurs de travailler en Allemagne et de les convaincre de se rendre à la Werbestelle la plus proche*».

Dans ces *Werbestellen* les volontaires étaient soumis à une série d'examens afin de déterminer s'ils étaient qualifiés et physiquement aptes à travailler dans le Troisième Reich. Plus tard, à partir du début de 1942, cet examen devint une formalité et on n'hésitait même pas à envoyer des tuberculeux en Allemagne.

Après avoir été reconnu apte, "l'intéressé" signait un contrat de travail dont la durée variait de trois mois à un an.

Quelques semaines plus tard, il était appelé et prenait le train vers l'Allemagne.

Ce dispositif de la mise au travail a cependant très vite commencé à se gripper. Le premier ennui a concerné le transport: la plupart des trains spéciaux normalement des-

tème refusait de marcher, même après qu'il fut décidé de verser mensuellement cette fraction du salaire. C'est ainsi que plus d'une famille prise de panique se posait des questions sur le sort de la personne qui les entretenait.

En 1940, cette inquiétude fut renforcée par un trafic postal déficient, les échanges de nouvelles entre travailleurs et familles étant souvent impossibles. Le travailleur se faisait des soucis au sujet du non respect trop fréquent de la durée de séjour en Allemagne déterminée par contrat et du salaire convenu.

Il arriva en effet plus d'une fois qu'un «travailleur belge immigré» dut rester plus longtemps en Allemagne que prévu et reçut un salaire plus bas que ce qu'il avait été convenu. À plusieurs reprises l'administration militaire protesta vivement à Berlin contre cet état des choses et n'obtint satisfaction qu'au début de 1941, sauf en ce qui concernait la régularité des congés. Ceux-ci seront accordés tout à fait arbitrairement tout au long de la guerre.

En 1942, la politique allemande en matière d'emploi dans tous les pays occupés d'Europe occidentale changea radicalement. L'emploi volontaire ne suffisait plus à faire marcher l'industrie de guerre au régime souhaité. Bien que le Troisième Reich disposait de toutes les techniques, la main-d'œuvre pour les rentabiliser faisait défaut.

La situation militaire sur le front de l'Est n'y était certainement pas étrangère. L'armée allemande avait été immobilisée par le froid et la glace au cours de l'hiver russe de 1941-1942 et subissait ses premières défaites. De plus en plus de travailleurs allemands étaient appelés sous les drapeaux pour combler les pertes et rendre possible de nouvelles offensives.

Il s'en est suivi que les brèches sur le front ont bien été comblées, mais pas celles de l'industrie de guerre, ce qui mettait en danger le volume de production.

Une seule solution était possible: mobiliser les réserves de main-d'œuvre encore disponibles dans les pays occidentaux occupés. Cette tâche énorme fut confiée le 31 mars 1942 au *Gauleiter* Fritz Sauckel nommé commissaire général pour l'*Arbeitseinsatz*.



Départ de travailleurs volontaires pour l'Allemagne en gare de Gand

tinés au transport des travailleurs étaient utilisés pour le transport des troupes. Ce qui était plus inquiétant, c'est que le transfert des salaires se faisait mal ou ne se faisait pas du tout et que les employeurs allemands ne respectaient pas les engagements qu'ils avaient pris. Il était prévu que toute famille restée en Belgique recevrait chaque semaine les deux tiers du salaire gagné en Allemagne. Mais ce sys-

La mise au travail obligatoire en Allemagne fut précédée par l'annonce faite le 6 mars 1942 de la mise au travail obligatoire en Belgique. Il en résulta entre autres un renforcement de l'emprise de l'Office National du Travail belge sur le marché de l'emploi puisqu'à partir de ce moment l'accord de cet organisme serait exigé pour changer d'emploi et les entreprises pourraient être obligées de transférer tout ou partie de son personnel dans d'autres entreprises.

Cette décision se heurta à une vive opposition, particulièrement celle des secrétaires généraux.



Propagande allemande peu digne de foi concernant le travail obligatoire en Allemagne

C. Verwilghen, qui se trouvait à la tête du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, remit sa démission le 20 mars 1942 parce qu'il ne voulait plus être responsable de l'Office National du Travail qu'il considérait comme étant totalement contrôlé par l'occupant. Ce dernier balaya toutes les critiques en insistant sur le fait que les mesures qui avaient été prises visaient surtout les «éléments associés», ceux qui vivaient du marché noir et autres activités illicites. De plus, la mise au travail obligatoire se limiterait au territoire belge. Une promesse en l'air, comme nous le verrons par la suite. Le décret du 6 mars fut suivi par

quelques autres décrets qui renforçaient davantage les dispositions coercitives: fermeture obligatoire des entreprises sans importance pour la guerre, interdiction de créer de nouvelles entreprises «inutiles», travail dominical obligatoire dans les mines, suppression de toute prestation sociale au bénéfice des «nécessiteux aptes au travail», etc...

Toutes ces mesures n'étaient cependant pas suffisantes pour libérer assez d'ouvriers à mettre au travail en Allemagne.

Sauckel en voulait toujours plus. Afin de satisfaire ses exigences, il ne resta finalement plus qu'un seul moyen: le travail obligatoire en Allemagne. Le 6 octobre 1942 fut publié le décret selon lequel tous les hommes de 18 à 50 ans et toutes les femmes de 21 à 35 ans pouvaient être obligés d'aller travailler en Allemagne. Sous la pression de diverses instances, les Allemands renoncèrent cependant à la déportation des femmes en janvier 1943.

Les protestations contre ces nouvelles mesures furent nombreuses. Quiconque jouissait d'une certaine réputation en Belgique à l'époque exprimait son profond mécontentement vis-à-vis de cette décision qui rappela à beaucoup les déportations durant la Première Guerre mondiale. Dans leur lettre du 15 octobre 1942, les secrétaires généraux informaient l'administration militaire qu'ils ne collaboreraient en aucun cas à l'application du décret.

Quelques jours plus tard, le 25 octobre, le cardinal Van Roey, primat de Belgique, adressa une lettre à von Falkenhäusen, gouverneur militaire, et le 3 novembre le roi Léopold III écrivit personnellement à Hitler, tous deux pour exprimer leurs griefs au sujet de ces mesures.

Mais toutes ces lettres d'indignation restèrent vaines. Dans un rapport à Sauckel, Schultze, représentant de ce dernier en Belgique, notait avec ironie: « *Le Roi, l'Eglise et les secrétaires généraux se sentent obligés de protester contre le décret, mais ils n'osent pas aller plus loin que des protestations sur papier. Le seul élément dont nous devons tenir compte est la passivité de l'administration et des entreprises belges. Mais il y a certainement moyen de trouver une solution à ce sujet* ».

Cette passivité se manifestait par exemple dans les maisons communales où les fonctionnaires allemands venaient noter le nom des personnes susceptibles d'être déportées. Le personnel communal n'offrait aucune assistance pour ce travail et en arrivait même à falsifier ou dissimuler les registres de la population. Les données recopiées dans les maisons communales étaient ensuite transférées dans des systèmes de fichiers conservés dans les *Werbstellen* locaux, (par la suite, ces fichiers seront détruits ou volés plus d'une fois par la Résistance).

Toutes les personnes dont le nom figurait sur les fiches

recevaient un questionnaire qu'elles devaient renvoyer rempli, après quoi elles étaient convoquées à la *Werbestelle*. Une deuxième méthode de recrutement consistait dans le «ratissage» des entreprises. Des commissions allemandes visitaient les entreprises n'ayant pas d'importance pour la guerre et demandaient à voir les listes du personnel. Un grand nombre de dirigeants d'entreprise refusèrent de communiquer les documents ou présentèrent de vieilles listes, s'attirant ainsi consciemment beaucoup d'ennuis. Dans ces registres était sélectionné le nom des travailleurs susceptibles d'être désignés pour le «service obligatoire en Allemagne». Il s'agissait le plus souvent de célibataires, d'hommes mariés sans enfants ou d'ouvriers non qualifiés. Ces deux méthodes de recrutement n'eurent toutefois pas l'efficacité escomptée. C'est pourquoi on décida de renoncer au recrutement individuel et de passer à un recrutement collectif, ce qu'on appela les «levées par classes d'âge». Cette pratique fut entamée au milieu de l'année 1943. Ce fut d'abord le tour de toutes les personnes nées en 1920 et 1921; puis, à partir de mars 1944, furent appelées les classes de 1922, 1923 et 1924. Ce procédé n'eut également pas le succès espéré. Dans le Limbourg par exemple, 2 510 personnes furent convoquées en mai 1944, 1 263 se présentèrent aux *Werbstellen*, mais un seul d'entre eux partit en Allemagne!

Les travailleurs qui ne réussissaient pas à passer entre les mailles du filet avaient le choix entre un service obligatoire pur et simple ou un «contrat volontaire». Ceux qui optaient pour cette dernière formule, la grande majorité, bénéficiaient d'une prime de 750 francs belges et d'avantages pécuniaires provisoires pour les membres de la famille restés en Belgique. La signature d'un tel «contrat» fut considérée dans certains milieux, tant pendant qu'après la guerre, comme « *un geste de collaboration* ». Rien n'est toutefois moins vrai. Puisque le travailleur devait partir de toute façon, pourquoi n'aurait-il pas pu profiter de la prime et des autres avantages? Très vite des initiatives furent prises de divers côtés pour secourir les travailleurs obligatoires et leur famille avec des conseils et des actes.

L'aide la plus importante provenait certainement des grands groupes catholiques qui créèrent l'ATE (Aide aux Travailleurs à l'Etranger). Cette organisation rendra de nombreux services tout au long de la guerre.

Ceux qui n'étaient pas dispensés du travail obligatoire, mais qui ne voulaient malgré tout pas aller en Allemagne, n'avaient pour seule solution que de se cacher quelque part. Pendant la période du travail volontaire, l'occupant avait été confronté au problème des ruptures de contrat, c'est-à-dire que certaines personnes retournaient chez eux avant la fin du contrat de travail ou ne retournaient plus en Allemagne après un congé en Belgique. Maintenant venait s'ajouter une nouvelle catégorie: les réfractaires. Était réfractaire quiconque ne répondait pas à la convocation de la *Werbestelle* ou ne se présentait pas à l'appel lors du départ des transports.

En Flandre, les jeunes gens se trouvant dans l'illégalité cherchaient presque toujours un abri proche de leur foyer. Certains restaient même simplement à la maison où, en cas de danger, ils se cachaient au grenier ou dans la cave. Mais le plus souvent ils allaient à la campagne où ils trouvaient refuge dans les fermes isolées, les maisons en ruines ou les bois. Avec très peu de moyens, mais avec d'autant plus d'imagination, ils construisaient des cachettes dans lesquelles ils restaient des heures, voire des jours, lorsqu'ils se sentaient menacés. « À cette époque, dit un réfractaire, nous vivions vraiment comme des lièvres; beaucoup de misère, peu de nourriture et encore beaucoup moins de sommeil ». Seule une petite partie des réfractaires flamands se réfugiait loin de chez eux, en Wallonie et plus précisément dans les Ardennes.

Ils allaient presque toujours frapper à la porte du curé du village ou d'un autre notable qui les mettaient alors en contact avec la Résistance locale. C'est ainsi qu'ils se retrouvaient finalement dans le maquis.

Plus que leurs compatriotes flamands, les réfractaires wallons cherchaient leur salut auprès des groupes de la Résistance. Probablement parce que ces derniers étaient mieux implantés et connus dans les régions francophones du pays. En outre, le fossé qu'il fallait franchir pour rejoindre le maquis ardennais était moins grand pour les Wallons, qui couraient par conséquent moins de risques de se faire attraper en chemin.

Les jeunes Bruxellois qui ne se présentaient pas pour le travail en Allemagne cherchaient, comme les Flamands, un refuge proche de chez eux.

Dans la capitale ils pouvaient à cet effet compter sur le «Service aux réfugiés» organisé par la J.O.C. (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) qui s'occupait activement de la recherche du refuge et de l'approvisionnement des illégaux.

La base d'opération était la paroisse. Nombreux étaient les particuliers qui offraient spontanément d'héberger les réfractaires, de même qu'un grand nombre d'établissements d'enseignement catholique et de cloîtres qui constataient soudain une augmentation considérable du nombre de leurs étudiants ou de leurs domestiques.

Les universités et les établissements d'enseignement supérieur connurent également à cette époque une croissance importante de leurs étudiants de première année. Cette «fuite vers les universités» conduira d'ailleurs à des conflits aigus entre les autorités universitaires et l'administration militaire.

Le nom des réfractaires recherchés était communiqué à la *Feldgendarmarie* chaque semaine. Ce corps ne disposait cependant pas d'assez d'hommes pour mener efficacement la chasse aux illégaux. Pour pallier ce manque, des gen-

darmes auxiliaires furent recrutés au début de 1943 parmi le personnel belge des *Werbstellen*. Munis d'un revolver, ils étaient engagés, avec 3 ou 4 *Feldgendarmen*, pour intervenir exclusivement sur le plan local. Lorsqu'il s'avéra que des résultats concluants ne pouvaient être atteints, l'occupant créa à la fin de 1943 un *Zivilfahndungsdienst* (service civil de recherche). Les membres provenaient surtout des rangs de groupes favorables à l'Ordre Nouveau, tels que De Vlag (*Deutsch-Flamische Arbeitsgemeinschaft*) et Rex. Contrairement aux gendarmes auxiliaires ils étaient recrutés en tant que membres permanents. On leur donnait un pistolet, une lampe de poche, un *Ausweis* spécial et ils avaient droit à une tenue civile gratuite. Ils recevaient en outre un brassard blanc qu'ils devaient toujours avoir sur eux, mais qu'ils ne pouvaient porter que la nuit tombée, afin d'être plus facilement reconnaissables lors de rafles nocturnes.

Le *Zivilfahndungsdienst* intervenait le plus souvent pendant le weekend. Le samedi et le dimanche étaient en effet les meilleurs jours pour faire la chasse aux réfractaires. De nombreux illégaux profitaient du week-end pour émerger et pour interrompre leur isolement à l'occasion d'une kermesse, d'un bal, d'un match de football ou d'une course cycliste.

Ils tiraient parti de ces rassemblements populaires pour se mêler sans être remarqués, du moins le pensaient-ils, à la foule.

La plupart des organisations de la Résistance mettaient néanmoins les réfractaires en garde contre ces dangers. « *Jeunes des classes 1920-1921 ... Evitez les lieux de délasserment et notamment les manifestations sportives où l'ennemi a tendu ses pièges pour vous y attirer* ».

Tels étaient les propos d'un tract distribué partout par le Front de l'Indépendance.

Une rafle se déroulait toujours selon le même scénario. Une rue, une place, un terrain de football ou un cinéma était encerclé de telle manière qu'il était impossible de s'échapper. Ceux qui essayaient de s'enfuir malgré tout, couraient droit sur le revolver d'un *Fahnder* (membre du service de recherche) qui n'était que trop content d'étaler sa victime à terre par un coup sur la nuque. Un nombre considérable

d'illégaux ne fut cependant pas arrêté grâce aux faux papiers qu'ils avaient reçus de la Résistance: documents falsifiés prouvant qu'ils avaient un travail fixe, n'appartenaient pas à la classe d'âge ou étaient dispensés du travail obligatoire en Allemagne.

Ceux qui étaient arrêtés pouvaient être certains qu'ils se retrouveraient dans un train en direction de l'Allemagne et aboutiraient dans un *Erziehungslager*, un camp spécial de rééducation où le séjour n'était absolument pas agréable.

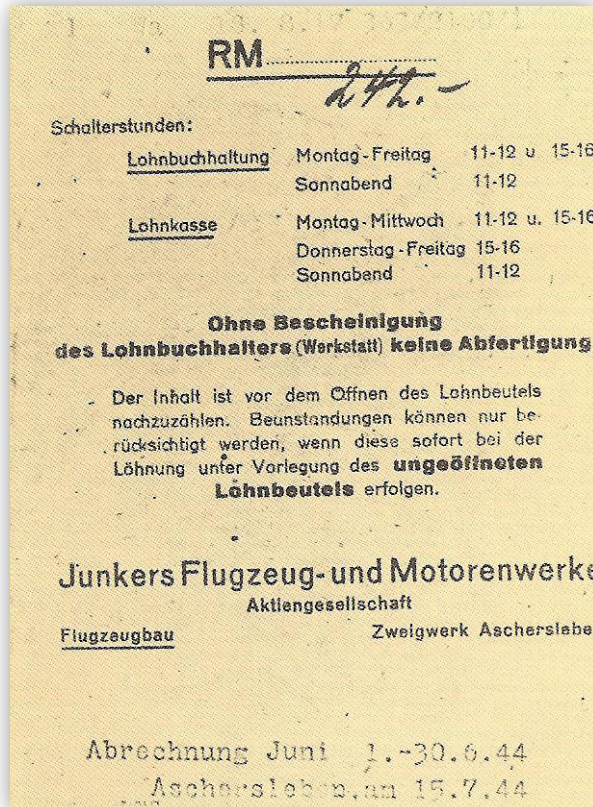
Beaucoup de personnes arrêtées étaient aussi envoyées à l'*Organisation Todt* qui leur faisait faire des travaux pénibles au Mur de l'Atlantique. La rafle devint très vite une méthode efficace.

Petit à petit on la préféra aux visites des domiciles privés que les délateurs avaient dénoncés comme étant des lieux de refuge. Les gens qui se cachaient avaient malgré tout le plus souvent assez de temps pour disparaître et les mesures de représailles, telles que la saisie de radios et de vélos ou la menace de prendre en otage des membres de la famille ou des amis, n'effrayaient pas les

réfractaires. Des rafles étaient aussi organisées pour anéantir les lieux de refuge des réfractaires en Ardennes, c'est-à-dire le maquis. Pour ces actions on engageait exclusivement des troupes régulières.

En dépit de son attitude fortement répressive, l'occupant n'a pas réussi à endiguer définitivement le flot des réfractaires. On ne dispose pas de chiffres exacts sur leur nombre, mais on peut certainement avancer le chiffre de 200 000. Le meilleur jugement sur le phénomène du refus de travailler se trouve dans le rapport final du responsable de l'emploi, Schultze: « *L'obstination avec laquelle les Belges, et particulièrement les jeunes, se sont opposés à nos mesures concernant la mise au travail a été déterminante dans le non respect des quotas de recrutement établis et a contribué dans une large mesure à l'extension de la terreur (lire : la Résistance)* ».

Quant au nombre d'ouvriers mis au travail en Allemagne, des chiffres assez précis basés sur des documents belges et allemands, ainsi que sur des statistiques faites après la guerre par la Croix-Rouge Internationale, font ressortir que 224 300 Belges ont volontairement travaillé en Allemagne



(période d'août 1940 au 31 octobre 1942) et que 189 542 ont été obligés d'aller travailler en Allemagne (période du 1er novembre 1942 au 31 juillet 1944). Il y a également lieu de constater que d'août 1940 à fin juin 1944 environ 3 200 travailleurs belges sont morts en Allemagne. La plupart d'entre eux (70 %) ont péri à la suite des bombardements aériens alliés.

La vie en Allemagne

Comme dit précédemment, les travailleurs étaient généralement envoyés par train en Allemagne. Au départ et pendant la plus grande partie du voyage, l'atmosphère était tendue. Après avoir fait plus ample connaissance, les gens se décontractaient quelque peu, on discutait avec ardeur et on chantait pour oublier la douleur du départ et la peur de l'avenir. Aix-la-Chapelle était la première étape, les travailleurs étaient transférés avec tous leurs bagages à un camp de rassemblement à quelques kilomètres de la gare. Ils y restaient quelques heures, le temps de manger et d'être soumis à un premier triage.

Ensuite ils traînaient de nouveau leurs lourdes valises remplies de provisions et de vêtements jusqu'à la gare d'où ils étaient transportés vers d'autres camps d'accueil en fonction de leur destination définitive.

Pour la majorité des Belges, il s'agissait des énormes camps de rassemblement de Hanovre, Magdebourg ou Berlin. « *Dans le camp de transit de Berlin, où nous sommes arrivés le deuxième jour, raconte un témoin, on avait l'impression de se trouver sur un marché humain international. Flamands, Hollandais, Français, Polonais, Russes, Danois s'ennuyaient, découragés et énervés, en attendant leur prochaine destination* ».

Après quelque temps, des fonctionnaires de l'*Arbeitsamt* ou des délégués d'entreprise venaient chercher les travailleurs et les conduisaient à l'entreprise où ils devaient être mis au travail.

L'immense majorité des déportés belges était hébergée dans des camps de baraquements, *Gemeinschaftslager*, qui avaient généralement été construits à proximité des lieux de travail. Quelques heureux avaient le privilège de pouvoir loger chez des particuliers et, pendant toute la durée de leur séjour en Allemagne, menaient une vie plus libre et plus agréable que leurs compagnons d'infortune dans les camps. « *Notre camp se compose de baraquements, chacun divisé en 8 chambres de 8 m de long, 7 m de large et 3 m de haut. Nous y logeons à 16 personnes. Il y a 16 armoires de 2 m de haut, 25 cm de large et profondes de 40 cm, 8 lits superposés avec des matelas de paille. La baraque a des murs doubles. Au milieu, un poêle. Quand nous sommes arrivés, nous avons reçu 2 couvertures et une paire de draps. Chaque baraque a en outre une salle avec douche, lavabos et toilettes* ».

C'est ainsi qu'un travailleur de Leipzig décrivait son camp et la plupart ressemblaient à celui-là. Les installations des camps étaient en général assez modernes et propres. Toutefois, ce n'était souvent plus le cas après quelques semaines parce que l'hygiène personnelle des travailleurs eux-mêmes était très médiocre. Cette négligence est compréhensible dans une certaine mesure. Les déportés passent le peu de temps dont ils disposent à des occupations plus agréables que le nettoyage. Les poux et autres parasites constituaient le pire fléau dont tous les travailleurs se plaignaient amèrement. Dans certains camps, la chasse aux poux était deve-



Des ouvriers faisant la file devant une cantine pour une maigre pitance

nue un passe-temps nécessaire. Le chauffage laissait également à désirer, surtout à partir de l'hiver 1943-1944. La ration quotidienne de charbon était si mince qu'elle était déjà brûlée après quelques heures. Il ne restait plus qu'à essayer de trouver du bois dans les forêts ou de voler du charbon. Mais le moyen le plus efficace et le plus utilisé pour se protéger du froid intense consistait à se coucher bien emmitoufflé dans son lit.

On ne travaillait pas le ou les premiers jours. Les tra-

vailleurs devaient remplir toutes sortes de papiers, on leur faisait visiter l'entreprise et on leur disait dans quel atelier et sur quelle machine ils allaient travailler. Selon divers témoignages, les conditions de travail étaient plutôt meilleures qu'on ne l'attendait. Les ateliers étaient grands, propres, aérés, dotés d'installations sanitaires modernes et d'une cantine bien équipée. Beaucoup de travailleurs n'avaient encore jamais connu cela. En revanche, le mécontentement concernait la nature du travail à accomplir et le nombre d'heures de travail. Le plus souvent, les travailleurs devaient remplir une fonction qu'ils n'avaient jamais exer-

ne pouvaient se cacher nulle part s'ils étaient recherchés.

Leur principal souci était d'ailleurs de surmonter cette période difficile pour ensuite rentrer en bonne santé à la maison. Certes, ce qu'on peut appeler le sabotage passif était monnaie courante: lenteur du travail, faire l'idiot, se faire déclarer malade le plus souvent possible, etc... Mais cette attitude ne différait qu'à peine du rythme normal de travail car, quoi qu'on prétende, il n'a le plus souvent pas été question de travailler dur.

Dans son courrier ou son journal, personne ne se plaignait d'une fatigue excessive due à la nature du travail.

Ce qui par contre pesait sur la condition physique des travailleurs, c'étaient les longues heures de travail, les bombardements et la qualité de la nourriture. Dans les grandes entreprises, on travaillait habituellement selon un système de deux équipes (2 x 12 heures) avec deux pauses, une de 20 et une de 40 minutes. On travaillait donc en fait 11 heures par jour. Dans les petites entreprises, où on ne travaillait pas la nuit, l'horaire était de 10 heures. C'étaient donc de longues journées. À cela s'ajoutait, pour les travailleurs dans les grands centres industriels, l'énorme stress provoqué par les bombardements. Au fur et à mesure de l'évolution de la guerre, aucune nuit se passait sans alerte, suivie ou non d'une attaque. À chaque fois on courait alors aussi vite que possible aux abris les plus proches ou on pénétrait de quelques kilomètres dans les champs ou les bois et attendait anxieusement la fin de l'orage. De peur de perdre leur peu de possessions, les travailleurs emmenaient toujours leurs valises qui restaient toujours prêtes dans les chambres. De collègues qui, après un bombardement, ne possédaient plus rien que les vêtements sur leur corps, ils avaient appris à ne rien laisser dans les baraquements. Bien que les sinistrés recevaient une indemnisation pour la perte de leurs biens, cet argent ne leur permettait pas d'acheter de nouveaux vêtements. Il était très difficile d'en trouver en Allemagne. Lorsqu'ils revenaient à la fin de l'alerte, les déportés pouvaient parler de chance si leur baraque était encore debout. Si le camp était détruit, ils étaient transférés vers un autre, généralement beaucoup plus loin des usines, de sorte que le voyage aller et retour quotidien durait encore plus longtemps. Lorsque les usines étaient atteintes, il fallait travailler d'arrache-pied sans interruption pour réparer les lignes de production avec la perspective désagréable que la nuit suivante, ou quelques jours plus tard, tout ce qui avait été rafistolé serait de nouveau soufflé par les bombes. Rien d'étonnant donc que l'enthousiasme au travail baissait et que la fatigue devenait de plus en plus sensible. Peut-être encore plus qu'au sujet des terribles bombardements, les travailleurs se plaignaient surtout de la nourriture en Allemagne. À partir de mars-avril 1943, tout le monde critique tant la qualité que la quantité de nourriture. Auparavant, les plaintes étaient plutôt limitées. La plupart jouissaient d'une «pension complète», c'est-à-dire que la cantine leur servait deux repas par jour pour lesquels une part du salaire était

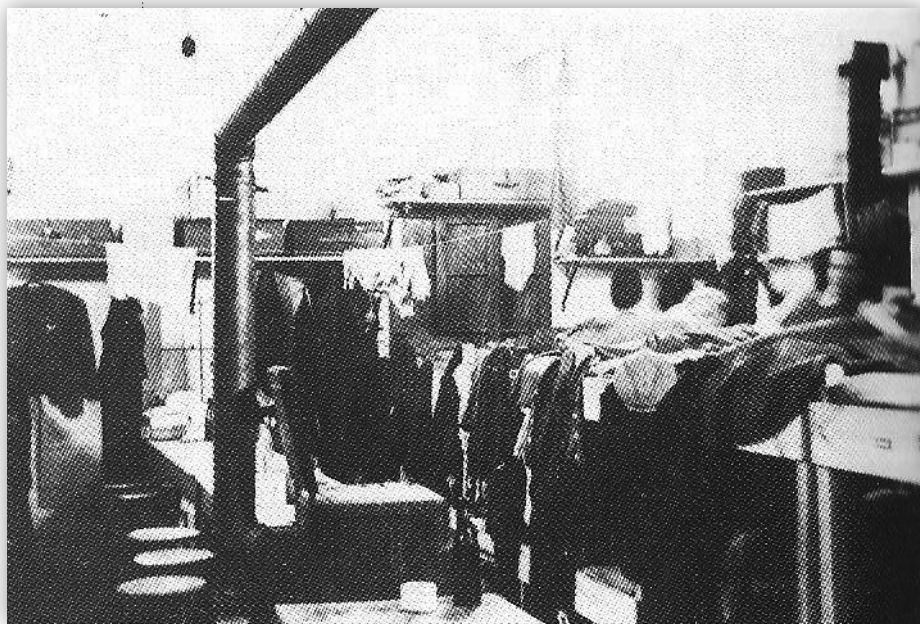


cée dans leur propre pays. Même des ouvriers spécialisés étaient placés sur des machines avec lesquelles ils n'avaient jamais travaillé auparavant. Il en résultait de nombreux accidents et des pièces mal fabriquées. Une pénalité non négligeable était infligée pour toute pièce mal usinée ainsi que d'ailleurs, dans certaines entreprises, lorsqu'on parlait pendant le travail ou restait trop longtemps à la toilette. On parlait dès lors de sabotage !!

Quoi qu'en pensaient les Allemands, on ne pouvait parler de sabotage intentionnel et actif. Les travailleurs comprenaient que le risque était réellement trop grand parce qu'ils

retenue à la source. Ce qu'on leur donnait à manger était de qualité si médiocre (toujours la même chose et mal préparé) que chacun avait encore une grande faim en quittant la salle à manger.

Afin de compléter un peu la ration quotidienne, un assez grand nombre de travailleurs allaient à la recherche de nourriture pendant leur temps libre ou travaillaient dans des fermes le dimanche où ils étaient payés en nature. D'autres économisaient quelque argent pour aller déguster le *Stammessen* (plat du jour) dans un restaurant pendant le week-end. Toutefois, le plus grand salut était attendu des paquets envoyés de Belgique. Chaque lettre envoyée à la maison comportait une supplication pour ces colis. Jusqu'en août 1944, les envois se faisaient assez régulièrement; ensuite,



Vue intérieur d'un baraquement dans un camp d'ouvriers

rien ne pouvait plus être envoyé de la Belgique libérée par les Alliés. Les paquets étaient toujours soigneusement fouillés par la douane allemande, mais on n'en enlevait presque jamais rien. Les travailleurs allemands s'étonnaient du contenu de ces paquets. De la Belgique occupée par leurs troupes étaient envoyées toutes sortes de produits dont ils avaient oublié le goût depuis longtemps!

Chaque soir, sur le poêle des baraques ou sur un feu électrique introduit en cachette dans le camp, on expérimentait ferme avec toutes sortes d'ingrédients avec lesquels on arrivait souvent, assez étonnamment, à préparer une bouillie comestible et suffisamment appétissante.

Le meilleur moyen pour avoir assez à manger consistait à troquer son tabac. Il est impossible de dire, même approximativement, combien de travailleurs devaient leur survie au tabac, mais ils étaient certainement nombreux. Le tabac devint l'objet de troc non seulement entre les travailleurs, mais aussi entre eux et les Allemands. Ceux qui en possé-

daient beaucoup ou qui en recevaient de chez eux, étaient les «rois» des camps. Ils pouvaient se permettre beaucoup et vivaient dans le «bien-être». Ceux qui, n'avaient que peu ou pas de tabac étaient les moins favorisés. Ils se reprochaient de ne pas en avoir apporté plus.

D'autre part, le tabac était un excellent moyen de tuer le temps. On fumait à tire-larigot par pur ennui parce que les possibilités de délasserment n'étaient pas tellement abondantes, sauf pour les travailleurs dans les grandes villes.

Pendant la semaine, les loisirs consistaient en des promenades dans et autour du camp, la correspondance, le raccommode et le nettoyage des vêtements, le jeu de cartes et, lorsqu'on était vraiment de bonne humeur, les chants et les danses dans les chambres.

Le dimanche il y avait un peu plus d'animation dans les grands camps. On organisait des matchs de football entre équipes de différentes nationalités ou des matchs de boxe qui avaient toujours beaucoup de succès. Dans les grands centres, les travailleurs se rendaient souvent en ville pendant le week-end. On allait faire un petit tour, boire un verre, voir un film, manger un bout avant le retour au camp.

Ceux qui se trouvaient loin des villes se rassemblaient régulièrement en groupes pour faire de longues promenades afin d'explorer la région ou ils allaient voir leurs amis dans d'autres camps. Dans les lettres et les journaux personnels il n'est pratiquement jamais question de relations avec des femmes.

Pour l'épanouissement culturel des travailleurs belges, c'est le D.A.F. (*DeutscheArbeitsfront*) et DeVlag qui intervenaient. Ils concluaient des contrats avec des troupes flamandes ou wallonnes qui visitaient tous les grands camps pour y donner des représentations de cabaret ou de théâtre qui étaient chaque fois précédées ou suivies de discours politiques.

Plus tard, en 1944, ces représentations étaient surtout organisées pour, à la fin du spectacle, recruter des travailleurs pour le front de l'Est. Un SS flamand ou wallon témoignait de ses actes d'héroïsme et exhortait ses compatriotes à suivre son exemple, évidemment sans beaucoup de succès. Le D.A.F. s'occupait en outre d'assurer un service régulier de journaux. *Volk en Staat*, *Le Pays Réel* et *Le Nouveau Journal* étaient disponibles presque partout; *De Vlaamsche Post* et *L'Effort Wallon* étaient spécialement publiés pour les travailleurs belges en Allemagne. Tant les Flamands que les Wallons pouvaient faire appel aux «hommes de confiance» reconnus par le D.A.F., qui devaient se préoccuper des intérêts des travailleurs. Ceux-ci n'avaient toutefois pas très confiance dans ces intermédiaires pro-allemands. Ils pré-

féraient contacter directement eux-mêmes leur supérieur pour régler leurs problèmes.

En dépit des conditions de travail et de vie difficiles, la plupart des travailleurs s'arrangeaient pour garder le moral.

nouvelles de la maison, Comme il doit être merveilleux d'être de retour chez soi »

Mais il faudra encore longtemps avant que les Belges déportés puissent retourner chez eux, Car, après ces longues



Celui-ci, comme l'indiquent les lettres, était assez bon, même durant la sinistre période des bombardements qu'ils considéraient comme autant de gifles au régime nazi. Les opérations militaires alliées, qu'ils pouvaient écouter clandestinement à la radio, renforçaient leur espoir d'un retour prochain. Chaque fois qu'une nouvelle favorable parvenait du front, on la reportait sur des cartes improvisées et on exultait.

Entre septembre et décembre 1944 les temps devenaient plus difficiles parce que le trafic postal avec la Belgique était interrompu. La liaison avec la patrie fut rétablie dans une certaine mesure à la fin du mois de janvier 1945, mais était limitée à une courte lettre toutes les deux semaines en style télégraphique qui était apportée au destinataire par la Croix-Rouge.

En raison de cette limitation du courrier, le travailleur ne pouvait plus parler à cœur ouvert avec sa famille ou ses amis. Il est frappant de constater que durant les derniers mois de la guerre, la nostalgie du foyer se manifeste plus souvent qu'auparavant dans les journaux personnels.

En février 1945, un travailleur exprimait ses sentiments comme suit : « *Que se passe-t-il à la maison? Je n'ai plus de nouvelles? Où est le bon temps? Être à la maison avec les parents et les frères !!. Lorsque je me souviens de ces jours, je ne peux pas m'imaginer de les retrouver, Si seulement j'avais des*

années de misère dans les camps allemands, la majorité d'entre eux devait encore faire connaissance avec les camps alliés où on les interrogeait souvent pendant des heures comme s'ils avaient personnellement participé à la défense du régime hitlérien. Leur retour en Belgique ne s'est pas passé de façon plus mémorable. Les autorités belges étaient tout sauf prévenantes à la frontière. Elles n'ont rien trouvé de mieux que d'importuner les travailleurs avec tout un fatras administratif et des questions insidieuses.

« *Pour peu on nous considérait comme des complices des nazis !* » Certains estimaient que cet accueil dépassait les limites et se faisaient rapatrier par la France où on les accueillait au moins avec l'humanité nécessaire. Heureusement, ce traitement désobligeant par la Belgique officielle était balayé par l'accueil exubérant à la maison où la famille et toute la communauté du village les considéraient comme de véritables héros.

Source bibliographique :

Frans Selleslach in "1940-1945 – La vie quotidienne en Belgique" Editions Galerie C.G.E.R 1984.

Crédit Photographique :

Photo 1: Archives de la Ville de Bruxelles.

Photo 3: Archief en Museum voor de Socialistische Arbeidersbeweging – Gand

Photos 2, 4, 5, 6: CEGES / SOMA – Bruxelles

Par
Nicolas
Moreau

L'évasion de l'étendard du 2^{ème} Régiment de Dragons

Le deuxième régiment de dragons est l'un des régiments de cavalerie les plus anciens de France, créé en 1556, il s'est illustré durant de nombreuses batailles, notamment durant la bataille de Waterloo en 1815 ou encore durant la bataille de Champagne en 1915. En plus de ses réussites au combat, le 2^{ème} RD est le seul régiment français à avoir été décoré de la médaille des évadés, suite à la formidable « évasion » de son étendard : tout a commencé durant la campagne de France.

Le serment d'Auch

Après avoir vaillamment combattu en 1940, le régiment doit cesser les combats. Le 27 novembre 1942, suite à l'invasion de la zone libre par les troupes allemandes, le 2^{ème} RD reçoit, à son tour, son ordre de dissolution. Durant la nuit du 29 au 30 novembre, a lieu une triste cérémonie, la cérémonie d'adieu au drapeau. Là, le colonel Schlessler, chef du régiment, fait prêter serment aux hommes encore présents dans la caserne, de se reformer en Afrique. C'est le serment d'Auch. Rapidement, une grande partie du régiment réussit à passer en Espagne et peut ainsi rejoindre l'Afrique du Nord. Un capitaine est désigné pour rester en France et organiser la résistance, le capitaine de Neuchèze.

Malheureusement, certains des hommes du régiment sont arrêtés et déportés avant d'avoir pu rejoindre les Français Libres. Parmi eux, le Capitaine de Neuchèze est emprisonné en juin 1943.

Celui-ci s'évade et rejoint Lyon, puis Toulouse. Là, il apprend que le colonel Schlessler qui a reformé le régiment à Sfax, en Tunisie, réclame son étendard. Bien décidé à rendre à son régiment son signe de ralliement, de Neuchèze le fait apporter à Toulouse, dans la petite chambre dans laquelle il se cache, par d'anciens hommes du régiment à qui il dira : « Regardez le bien ! Un jour prochain, vous le verrez flotter libre et victorieux ».

L'évasion

Avec l'aide du capitaine Vellaud, de Neuchèze rejoint Marseille, puis Ramatuelle où l'évasion s'organise. Dans la nuit du 28 septembre 1943, les deux capitaines se rendent à la ferme Ottou où ils retrouvent plusieurs officiers en civil. Là, vers 23 h, quelque chose d'extraordinaire leur est appris : un sous-marin, *L'Aréthuse*, doit faire surface dans la nuit pour l'évasion des hommes et de l'étendard. Après une longue heure d'attente, les hommes montent dans une barque pour rejoindre *L'Aréthuse*. Après 3 jours de mer, le sous-marin entre dans la rade d'Alger. C'est là



Le capitaine de Neuchèze (à gauche) et le colonel Schlessler (à droite)

que sur le pont, de Neuchèze déploie l'étendard caché sous ses vêtements, sa mission est accomplie.

Par décret du 18 décembre 1943, le 2^{ème} RD est recréé, et participe au débarquement en Provence, libre et victorieux comme l'avait dit de Neuchèze dans sa petite chambre de Toulouse.

L'étendard est aujourd'hui visible au musée des Invalides.

Source :

www.ramatuelle.fr



L'étendard évadé

La station radar « Distelfink » de Douvres-la-Délivrande

Par
Jean Cotrez



Entrée du Musée

Présentation

Terminé à l'automne 1943, ce Stp d'une surface totale de 35 ha est situé à 2,5 km de la côte, 53 mètres au-dessus du niveau de la mer, sans aucun obstacle dans cette direction. Ces données topographiques lui confèrent une efficacité optimale. La garnison se monte à 258 personnes dont 230 hommes de la 8^{ème} compagnie du 53^{ème} régiment de la Luftwaffe sous les ordres de l'Oberlieutenant Kurt Egle. C'est la station radar la plus importante du Calvados. Elle est complètement opérationnelle le 6 juin 1944. Séparée en 2 parties distinctes (Stp I et Stp II) elle ne comporte pas moins de 5 radars de 3 types différents. Son emplacement sur les cartes d'état-major alliées la place juste à la charnière entre la 3^{ème} division d'infanterie canadienne débarquée sur Juno et la 3^{ème} division d'infanterie britannique débarquée, elle, sur Sword. Ce détail n'est pas sans importance sur le déroulement des combats. Il n'a en effet fallu pas moins de 7 attaques successives étalées entre le 7 et le 17 juin pour venir à bout de la station radar et obtenir la reddition de la garnison.

Les radars

Ce Stp étant avant tout une station radar, nous allons commencer par une description rapide des 5 radars qui l'équipent.

Au nord donc, le Stp II est pourvu d'un radar Wassermann FuMG 402 du type S (cylindrique) sur abri L480 (hauteur antenne : 65 mètres).

Ce radar, fabriqué par Siemens, est dédié à la détection lointaine (300 km) d'objectifs aériens. Il permet la définition du site, de la distance et du relèvement (voir rubrique BTP du HM n° 68 pour les détails). Il repose sur un bloc-khaus usine de type L480.

Ce « beau bébé » mesure 29 mètres de long sur 15 mètres de large pour une hauteur de 5,3 mètres. Sa construction nécessite 1890 m³ de béton et 95 tonnes de ferrailage. Les murs extérieurs et sa dalle de toit sont d'une épaisseur de 2 mètres (type B).



Cuve pour radar Freya

Ce n'est pas un abri de combat qui est installé dessus mais bien un atelier destiné au fonctionnement du radar ainsi qu'à l'exploitation des données fournies par ce dernier. On trouve donc un groupe électrogène de secours et sa réserve de carburant au cas où l'alimentation électrique extérieure nécessaire au fonctionnement global du radar venait à être coupée. Une pièce contient toutes les pièces détachées indispensables à l'entretien du radar. Son entrée principale est protégée par une caponnière et un tobrouk, intégré à l'ouvrage, couvre les alentours immédiats. Comme sur le L479, on trouve une entrée large permettant d'acheminer à l'intérieur de l'ouvrage les matériels très volumineux ne passant pas par l'entrée du personnel trop étroite. Quand

le matériel est installé, cet accès provisoire est solidement obstrué.

Le Stp I situé au sud du premier comporte 2 radars Freya FuMG 80 et 2 radars Würzburg Riese FuSE 65 fabriqués par la firme Telefunken.

Le radar Freya est un radar de moyenne portée (environ 150 km et plus selon l'altitude de la cible) de détection de cibles aériennes fournissant la distance et le relèvement mais pas le site. Son poids est de 6 tonnes.

Son petit frère le Würzburg Riese (géant) FuSE 65 est quant à lui un radar de détection à courte portée (environ 60 km) mais qui fournit les 3 informations (site, relèvement et distance). Il est équipé IFF (identification ami/ennemi) et il est capable de guider des batteries de flak. Il est facilement reconnaissable à sa cabine directement située à l'arrière de l'antenne dans laquelle prennent place les opérateurs. Il repose sur un socle octogonal en béton type V229 et son poids est de 12 tonnes (cf. HM 68).

Les blockhaus passifs du Stp

Dans le Stp II, mis à part le L480 déjà évoqué, il n'y a aucun autre blockhaus passif. On peut juste noter la présence d'un central téléphonique et d'un réservoir d'eau potable.

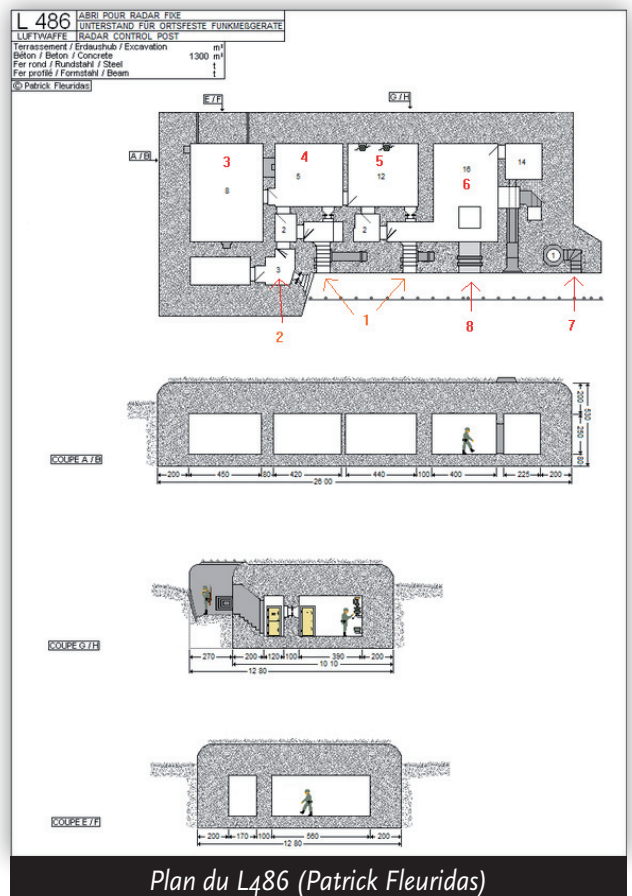
L'essentiel se trouve dans le Stp I. En effet on y trouve :

- 3 R622 : abri pour 2 groupes de combat, soit 24 hommes. Construction de type B (2 m d'épaisseur de mur et de toit). Dimension 12 m x 11,5 m. 650 m³ de béton et 34 t de fers et de profilés. Il possède 2 entrées protégées par des créneaux de défense intérieurs dont les guetteurs se trouvent dans les chambrées. Les 2 entrées se rejoignent dans un sas étanche qui lui-même donne sur 2 portes débouchant sur les chambrées. Les 2 pièces sont identiques, équipées chacune de 4 x 3 couchettes rabattables plus le mobilier courant, d'un poêle et d'un ventilateur d'extraction manuel. La seule différence consiste en la présence d'un périscopes dans la chambrée de droite. L'ouvrage est défendu par un tobrouk sur le côté droit du blockhaus sans accès vers l'intérieur. Comme tous les blockhaus possédant 2 entrées, l'ouvrage n'a pas de sortie de secours.
- 1 R668 : petit abri pour 6 hommes de type B1 Neu, dont les murs et le toit ne font que 1,5 m d'épaisseur. Dimensions 7 m x 7,7 m. 210 m³ de béton et 11,5 t de fers et de profilés. 1 entrée non protégée donne sur un sas étanche qui lui-même donne sur la chambrée (2 x 3 couchettes). Équipé d'une issue de secours, il possède également un poêle et un ventilateur.
- 1 R661 : infirmerie. Strictement identique au R622 décrit plus haut, les seules différences sont les entrées dont les angles ont été rabotés afin de permettre la circula-

tion des brancards et pour la même raison les entrées ne possèdent pas d'escalier et sont donc toujours au niveau du sol. Chaque pièce peut accueillir 9 couchettes plus un lit seul, probablement destiné à l'infirmier de garde. La chambrée de droite ne possède pas de périscopes.

- 1 L486 : on l'a vu le Stp I abrite 4 radars. Ce sont des radars plus légers que le Wassermann et qui ne nécessitent pas d'avoir leur propre abri usine. Il faut les alimenter en énergie, les entretenir et en exploiter les données. C'est le rôle du L486, situé à peu près au centre du dispositif.

Ce blockhaus (encore visible à Douvres) mesure 26 m x 12,8 m. Construction de type B. 1300 m³ de béton. 2 entrées (1) protégées par une caponnière (2) et un créneau de défense intérieur plus un tobrouk extérieur (7). Une donne sur la chambrée (4) et de là à la salle d'exploitation des données (3), l'autre sur le local de ventilation (5) et le local groupe électrogène de secours et l'atelier (6). De plus il est équipé d'un refroidisseur et d'un transformateur électrique. Donnant sur la salle abritant le groupe électrogène, on peut voir une entrée plus large (8) (comme sur les L479 et L480) qui permet de faire rentrer à l'intérieur de l'ouvrage le gros matériel.



Plan du L486 (Patrick Fleuridas)

- 1 L479 « Anton » : centre opérationnel de la station. Toutes les informations collectées par les 5 radars aboutissent ici où elles sont exploitées. C'est d'ici que part



Façade du L479 avec le radar Würzburg à l'arrière

l'ordre de décollage des escadrilles de chasse si besoin. Pour la description complète du L479, voir la rubrique BTP du HM n° 72. Ajouter à cela un abri puits et un abri bétonné servant de transformateur électrique.

4 tobrouks Vf58c pour MG, ayant chacun à proximité une soute à munitions, sont répartis aux 4 coins du Stp qui, de plus, est entouré d'un double réseau de barbelés. L'espace entre les 2 est un champ de mines. Les différents points de combats sont reliés entre eux par des tranchées.

Dans le Stp I, on retrouve également 2 L409A et un L410A ainsi que 6 tobrouks Vf58c et 2 casemates pour MG. La différence principale tient en la présence ici de 5 emplacements (encuvements)

Les blockhaus de combat

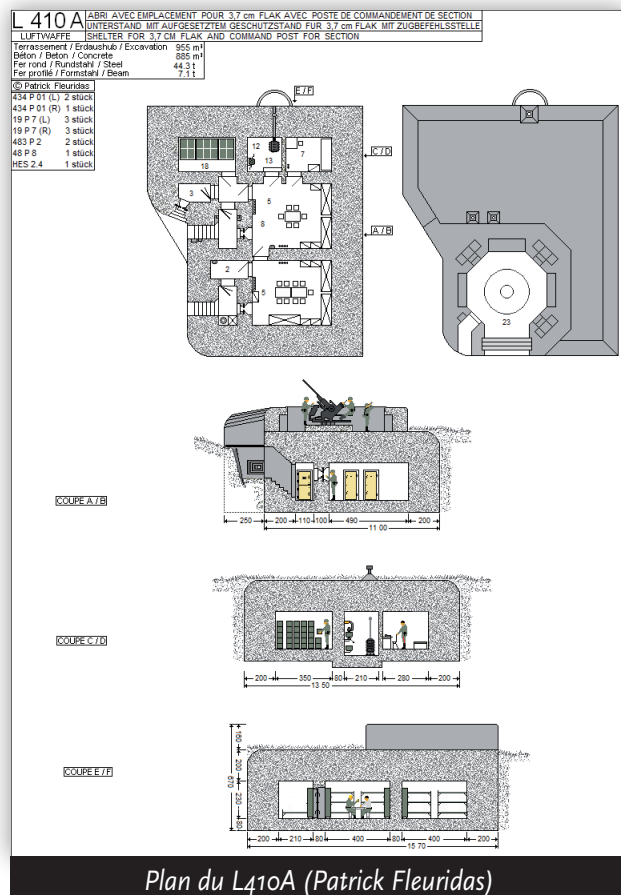
Dans le Stp II, le radar Wassermann est protégé par 2 L409A équipés chacun d'un canon de 20 mm flak 30. Le L409A est un blockhaus sur le toit duquel se trouve un encuvement octogonal où est installé le canon anti-aérien. Des niches situées dans le muret de 1,6 m de haut abritent les munitions du canon. L'accès au blockhaus se fait par 2 entrées prises en enfilade par 2 créneaux de défense intérieurs. Les servants du canon sont logés dans une chambre prévue pour 9 hommes et équipée d'un poêle, d'un ventilateur et d'une issue de secours. Cette pièce donne sur 2 salles séparées qui servent de réserve pour munitions et provisions. Ce blockhaus mesure 11 m x 11 m et il est de type B. Il nécessite 635 m³ de béton et 33 tonnes de ferrailage et de profilés.

En plus des deux précédents, on trouve également un L410A.

C'est le grand frère du précédent puisqu'il sert de PC de section. Il possède 2 entrées, protégées par une caponnière intérieure qui flanque la façade de l'ouvrage, et qui sont prises en enfilade par 2 créneaux de défense intérieurs. À l'intérieur, 2 salles pour la troupe peuvent accueillir 15 hommes. Le blockhaus est doté du chauffage central depuis un local dédié au chauffage et à la ventilation. Enfin comme c'est un bloc de commandement, une chambre est réservée pour l'officier commandant le secteur.

Une soute à munitions située derrière la caponnière abrite plus de 2000 coups selon le calibre de l'arme installée sur le toit. Il mesure 15,7 m x 13,5 m et nécessite 885 m³ de béton et 51 tonnes de ferrailage et profilés. L'encuvement sur le toit est identique à celui qui équipe le L409A.

pour canons antichars 50 Kwk L39, 1 garage pour canon de campagne de 75 mm avec sa plateforme attenante et d'un emplacement pour mortier de 50 mm. Sinon comme pour le Stp II, double rangée de barbelés, avec champ de mines entre les 2, et de nombreuses tranchées reliant les princi-



aux postes de combat. Présence aussi de plusieurs soutes à munitions pour alimenter toutes les armes de défense. On retrouve également un puits d'eau potable et différentes constructions plus légères.



Canon 2 cm flak 30 (photo Alain Chazette)

Les combats pour le Distelfink

Dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, des vagues de bombardiers larguent des windows afin d'aveugler toutes les stations radar de la côte normande et du Nord-Pas-de-Calais pour dissimuler l'armada qui se profile à l'horizon sur la Manche mais aussi les vagues de bombardiers, planeurs et chasseurs qui envahissent l'espace aérien au dessus du Cotentin. Le 6 au matin, l'artillerie maritime bombarde la station et détruit les antennes radar. Cependant, la garnison et les nombreux moyens de défense du site sont intacts et prêts au combat.

Comme on l'a dit plus haut, la station se trouve à la charnière des forces canadiennes et britanniques. Elle n'est pas attaquée le 6 juin, chacune des 2 forces préférant contourner l'obstacle. Cependant, les défenseurs ne se privent pas de harceler les troupes fraîchement débarquées qui passent à portée de leurs canons. Leur position, bien qu'isolée, est un coin dans le front allié et la garnison informe les troupes allemandes du front, situé plus au sud de la position, de tous les mouvements des formations alliées en leur direction. C'en est trop !

Le 7 juin, à l'aube, une première attaque

est montée à la va-vite par les canadiens du North Shore Regiment.

Attaque rapidement stoppée par l'intensité du feu des défenseurs de la station radar.

Une deuxième attaque est diligentée, ce coup-ci par le 5th Black Watch écossais soutenu par la 4th Armoured Brigade équipée de funnies Churchill Avre ou pétard. Après la destruction de 2 de ces engins, qui sautent dans le champ de mines et sont pris à partie par les canons antichars de 50, l'attaque s'arrête.

Le 8 juin, la station est bombardée par l'artillerie britannique et la flotte ancrée au large des plages. Un problème de communication empêche d'exploiter le résultat des bombardements et cette 3^{ème} attaque avorte.

Le 9 juin, le 5th Camerons et le 80th Assault Squadron font une nouvelle tentative. 3 Churchill Avre sont détruits par les canons de la station et l'attaque est stoppée.

Le 10 juin est calme.

Le 11 juin, le 48th Royal Commando, soutenu par les chars Centaur de la 4th Special service Brigade, essaye encore. Nouvel échec.

Le 12, attaque nocturne par le 41st Royal Marine Commando, soutenu par 2 troops du 26th Squadron, 5th Assault Regiment, qui se brise les dents sur les défenses allemandes, bien que des brèches aient été ouvertes dans les réseaux barbelés à l'aide de torpilles Bangalore.

Devant cette succession d'échecs, le commandement se rend compte que seule une at-



Churchill « Avre »

taque de grande envergure soigneusement préparée peut venir à bout du réduit allemand.

Pour cet assaut les Britanniques alignent le 26th Assault Squadron RE, équipé de Churchill Avre, ainsi que du B Squadron du 22nd Dragoons équipés de Sherman Flails. Au niveau infanterie l'assaut est mené par des hommes du 41st RM commando ainsi que ceux du 77th Assault Squadron RE. Il est prévu une préparation d'artillerie de 30 minutes avant le déclenchement de l'attaque. Celle-ci se déroule simultanément au nord et à l'est de la position le 17 juin à l'aube. Le plan est le suivant :

Les chars Flails (ou Crabs) passent devant et ouvrent des brèches dans les réseaux de barbelés et les champs de mines dans lesquels s'engouffrent les Avre. Ces derniers, une fois dans la place, attaquent les bunkers aidés en cela par des hommes du génie présents à leurs bords qui posent leurs charges une fois à l'intérieur du périmètre après s'être extraits des chars. L'opération est sous les ordres du Lt Colonel Palmer du 41st RM Commando.

L'assaut se déroule conformément au plan, bien que 4 Flails et 2 Avre soient perdus lors de la traversée du champ de mines. Cependant, les brèches dans le réseau défensif ainsi que la destruction des canons antichars et des mitrailleuses permettent enfin aux commandos d'investir la zone et de s'attaquer aux blockhaus les uns après les autres. À 18 h 15, la garnison allemande rend les armes, ce qui signifie que la bataille a duré toute la journée. 200 prisonniers, une dizaine de morts et une trentaine de blessés du côté allemand, 3 tués et quelques blessés côté britannique.

Conclusion

Il aura fallu 11 jours pour faire tomber ce site qui pourtant n'était plus opérationnel depuis la destruction de ses radars le 6 juin.

D'aucuns s'accordent à penser qu'il s'agit là d'un des faits d'armes les plus remarquables, côté allemand, de la bataille de Normandie.

Le site aujourd'hui

Baptisé « Musée du radar », le site de Douvres est remarquable par la présence d'un radar Würzburg avec sa cabine (accessible), d'un abri R622 très bien reconstitué et surtout par le L479 Anton aménagé (peut-être trop...) qui permet de découvrir sur ses 2 étages comment fonctionnait ce centre opérationnel et comment y vivait la garnison. On ne peut malheureusement pas (encore !) accéder au L486. Si vous faites un circuit des plages, faites une petite halte dans ce site qui mérite vraiment le détour.

Plans : Patrick Fleuridas.

Photos : auteur sauf mentionné.



Radar Würzburg de Douvres aujourd'hui

Par
Jean Cotrez

Ceux qui restaurent les fortifications La Tanière du Loup sur le front Ouest - le site de Margival

La rubrique BTP de votre Histomag continue ses interviews de ces personnes qui se démènent pour sortir de l'oubli et remettre en valeur des sites de fortifications. Pour ce deuxième volet, nous allons nous intéresser au site de Margival (Aisne - France) qui fut le GQG de Hitler pour le front de l'ouest. C'est Didier Ledé, le président de l'association qui s'occupe de cette restauration qui s'est livré au petit jeu des questions-réponses avec l'Histomag. Qu'il en soit remercié !



L'interview

Histomag : Pourriez-vous pour commencer nous rappeler ce qu'est le site de Margival, appelé aussi la « Wolfsschucht 2 », son rôle pendant le conflit et nous en faire une description rapide en terme de surface, nombre de blockhaus et autres ouvrages fortifiés ?

Didier Ledé : Ce site fut le GQG du Führer pour le front Ouest de mars à août 1944. Il avait pour fonction d'accueillir Hitler en cas d'offensive à l'ouest. Il s'étend sur une surface de 90 km². Il comprend un FHQ (*Führerhauptquartier*) entouré de deux ceintures de protection. Le FHQ compte quarante bunkers de commandement et de casernement. Le site est protégé par une ceinture de fortifications comprenant des bunkers pour mitrailleuses, anti-char et flak. Tout confondu, il y a 475 bunkers dont 450 sont encore intacts. Malheureusement il ne reste que le béton car tous ont été pillés. Avec les baraquements divers et les constructions légères qui ont disparu l'ensemble comprenait 850 constructions.

HM : Racontez nous comment et pourquoi est née votre association « ASW2 » ?

DL : En 2005 j'ai découvert cet ensemble complètement à l'abandon. Passionné d'histoire je me suis documenté sur le passé du site. Devant l'ampleur des installations, j'ai demandé s'il était possible de le faire visiter lors des journées du patrimoine tout en menant des recherches pour la réalisation d'un livre. Devant le succès lors des visites, j'ai voulu avec mon épouse et mon fils aller plus loin que les simples visites guidées. Des gens de la région sont venus la deuxième année nous aider. Afin que notre action soit reconnue, nous avons fondé en 2007 l'association ASW2 (association de sauvegarde du W2) qui ne comptait que 4 membres à l'époque.

HM : Avez-vous été soutenus et aidés par les municipalités concernées par le site ?

DL : Au tout début nous n'avions que les autorisations ponctuelles pour les visites. Nous faisons cela à nos risques et périls. Il faut savoir que la végétation envahissait tout. L'intérieur des bunkers était en ruine et dangereux. En 2007 la commune de Laffaux propriétaire de la partie la plus historique fit abattre les peupliers plantés par l'armée. Cette action permit un nettoyage des routes et des alentours et une circulation en voiture est redevenue possible sur l'ensemble du site. Avant une marche de deux kilomètres était nécessaire pour accéder au site, les routes étant envahies par la végétation. Par la suite nous avons signé un protocole entre les communes et l'association. Maintenant sur les trois communes propriétaires du site, une nous soutient à 90% en nous accordant les autorisations et une subvention chaque année. Les deux autres seulement les autorisations de visites.

Mais la qualité de notre travail maintenant reconnue, nous permet de travailler avec les offices de tourisme ainsi que le département qui commence à s'intéresser à ces lieux chargés d'histoire.



Bunker de Hitler à Margival

HM : Quels sont vos ressources financières pour vous permettre la continuation des restaurations que vous entreprenez ?

DL : En dehors de la subvention communale et celle plus aléatoire du département, nous sommes financés exclusive-

ment par les dons des visiteurs. Toutes nos visites sont gratuites. Après le parcours nous sensibilisons les visiteurs sur notre action et les encourageons à nous aider en achetant le livret de visite, des cartes postales, des stylos ou encore le DVD que nous avons créé ou enfin par un petit don. Nous les sensibilisons en leur précisant, par exemple, qu'un euro nous permet d'acheter un demi litre d'essence deux temps pour les tronçonneuses ou pour les groupes électrogènes. Notre consommation est de 500 litres par an...

HM : Je crois savoir que certains blockhaus sont sur des terrains privés. Quelles sont vos relations avec les propriétaires ?

DL : Seul le FHQ est sur un terrain communal. Le reste des constructions se situe sur des propriétés privées. Avec l'ensemble des propriétaires nos relations sont bonnes. Mais cela résulte de notre sérieux. Nous n'allons jamais sur un terrain sans avoir prévenu le propriétaire. Nous avons fait beaucoup de relation publique avec eux. Maintenant, certains nous sponsorisent par le prêt de matériel ou par des coups de mains. D'autres nous donnent du matériel qui traîne au fond des granges. Notre travail de surveillance vis-à-vis des pillards fut un facteur important dans l'établissement de bonnes relations avec eux.



Bunker transmissions de Margival

HM : Comme tous les sites de fortifications, vous êtes victimes des pillages et dégradations en tout genre. Avez-vous trouvé une parade à ces méfaits ? Si oui lesquels ?

DL : Il est vrai que le pillage fut et restera un problème. Nous avons souvent des actes de vandalisme sur le site. La plupart sont dus aux récupérateurs de métaux. Maintenant que le site est ouvert à la visite ils viennent moins, car ils sont plus dérangés dans leur commerce douteux. Mais il y a aussi les collectionneurs peu scrupuleux qui dégradent le peu qui peut encore présenter un intérêt quelconque.

L'avantage des bunkers c'est l'épaisseur des portes. Avec de multiples fermetures blindées nous sommes à l'abri des voleurs. De plus nous avons installé des alarmes autonomes sur les bâtiments.

Mais nous avons pris le parti de ne rien laisser des collections que nous installons seulement lors des grandes manifestations. Le reste du temps seul des copies en bois des matériels sont installées. Nous avons refait des ventilateurs, des téléphones, des lits et des poêles en bois et plastique. Nous avons dans notre équipe un spécialiste de la copie qui fait des miracles. Une copie de poêle ne fait que 10 kg au lieu des cent pour un original. Le prix de revient est faible car tout est fait à partir de matériaux de récupération.

HM : Quels sont vos réalisations en cours et celles que vous envisagez à court/moyen terme ?

DL : Notre projet principal est la restauration intérieure du *Führer bunker* où s'est déroulée la conférence du 17 juin. Pour le moment nous restaurons l'abri anti-aérien. La partie bureau complètement détruite par un incendie criminel en février 2007 sera faite ultérieurement, car trop lourde financièrement pour le moment. La restauration de l'abri va nous prendre plusieurs années. Il faut tout dépolluer, poncer murs et plafonds, repeindre tout en blanc, refaire les lambris en sapin ainsi que les menuiseries et les installations. Pour le moment nous avons installé un éclairage et tout nettoyé pour que les visiteurs puissent le visiter. Nous ne pouvons envisager la restauration de tout le site. Seuls les lieux historiques sont pris en charges. L'armée avait fait 1,2 millions d'euros de travaux de rénovation avant de partir en 1993. Notre principale tâche est de garder en état les abords des bunkers visitables et les 10 kilomètres de routes praticables.

HM : Parlez-nous de visites que vous organisez ainsi que des portes ouvertes que vous organisez lors des journées du patrimoine. Quelles sont les réactions de vos visiteurs ?

DL : Le site est visitable de mars à septembre. La visite guidée est assurée par l'association.

Une visite mensuelle est organisée chaque dernier dimanche du mois. Pour les groupes, la visite est possible tous les jours sur réservation, de mars à septembre. L'hiver le site est pris en charge par l'association des chasseurs locaux. Mais pour les journées du patrimoine nous organisons deux jours d'animation avec reconstitution de bunkers, visites guidées continues et expositions diverses. (Nous ne faisons pas de reconstitution en costumes allemands). La plupart des visiteurs sont impressionnés par la taille des bunkers (le plus long fait 108 mètres).

Mais dans l'ensemble, c'est l'histoire complètement inconnue de ce site exceptionnel qui les marque. Tous nous félicitent pour notre action et nous encouragent. Le bouche à oreille marche très bien. Le nombre de visiteurs augmente chaque année. Nous avons peu de reproches car nous nous refusons à faire du prosélytisme ou de l'idéologie. Nous parlons surtout de la construction, du STO, de la résistance et du projet d'attentat contre Hitler. La conférence avec Hitler est abordée comme une page d'histoire. Les visiteurs comprennent bien que nous ne sommes pas des fous de guerre.



Visite guidée d'un blockhaus de combat

HM : Au final que rêveriez-vous de faire du site de Margival ? Un musée à ciel ouvert ? Un espace pédagogique pour les plus jeunes ? Un lieu de mémoire ?

DL : Globalement les trois à la fois ! Un musée à ciel ouvert avec un petit train qui cheminerait sur l'ensemble du site (10 km de routes, 40 constructions) ! Un espace pédagogique et lieu de mémoire sur le service du travail obligatoire, la Résistance et l'Occupation. Mais surtout un site historique ouvert à l'année qui donnerait un essor aux trois communes environnantes. Nous sommes sur la route des Anglais et des touristes qui viennent du nord par l'autoroute A26. De plus nous sommes entre deux villes historiques Laon et Soissons et à deux heures de Paris par la RN2. Enfin nous sommes au bout du « *chemin des dames* » haut lieu de la Première Guerre mondiale (50 000 visiteurs par an).

HM : Enfin dites-nous tout sur l'anecdote de la seule visite d'Hitler sur le site qui aurait été écourtée par la chute d'un

V1 à proximité du site. Vrai ou faux ?

DL : Vrai. Mais le V1 est tombé 3h30 avant l'arrivée d'Hitler et à deux kilomètres de son bunker. Hitler s'est servi de cet accident comme excuse pour quitter la conférence le soir même. Le V1 tiré de Vignacourt dans la Somme s'est déréglé. Mais comme plusieurs dizaines étaient tirés chaque nuit, un autre aurait pu suivre le même chemin. C'est la peur de se retrouver coincé dans un bunker à 300 kilomètres du front de Normandie qui poussa Hitler à partir. De toute manière, le général Warlimont relate dans son livre

(5 ans au GQG d'Hitler) qu'il n'était venu au W2 que pour une journée. Je viens de finir un docu-roman sur cette conférence. Dans cet ouvrage je retrace avec des dialogues et des descriptions, les douze heures de cette journée. J'ai déjà eu l'occasion de faire un article dans votre revue Histomag sur cette conférence. Je vous encourage à vous y reporter. (Histomag'44 n° 59 avril-mai 2009 page 9 – ndlr)

HM : Pourquoi dépenser autant d'énergie pour sortir de l'ombre un site comme celui-ci que tout le monde jusqu'à présent préfé-

rait laisser à l'abandon ?

DL : Parce qu'il faut des fous comme nous pour que cette page d'histoire douloureuse ne puisse un jour être effacée à jamais ou que ce site historique ne devienne un jour une propriété privée interdite d'accès au public.

« Oublier, c'est laisser le droit à d'autres de recommencer ».

Sources :

Site Internet : www.Asw2.new.fr

Mail : lede.didier@yahoo.fr

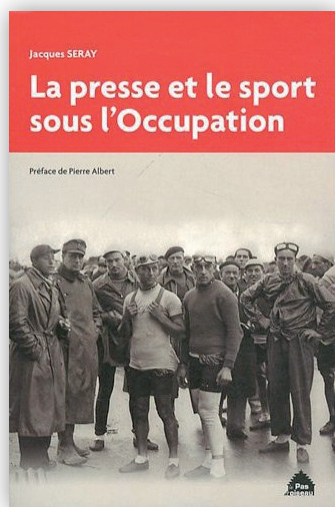
Bonjour à tous,

Outre un ouvrage que nous souhaitons recommander en rapport avec la thématique du numéro, nous avons aujourd'hui plusieurs ouvrages sortis (ou sur le point de sortir) qui ont retenu l'attention de la rédaction. Nous allons vous les présenter en espérant qu'ils vous plairont tout autant !

Commençons donc avec un ouvrage dont la parution n'est certes pas récente mais qui mérite d'être évoqué puisqu'il recoupe la thématique que nous avons évoquée dans ce numéro :

La presse et le sport sous l'Occupation

Par Jacques Seray
Editions Le Pas d'oiseau
320 pages – 20 €



Juin 1940. L'Occupation. Une chape de plomb s'est abattue sur la France. La presse qui veut continuer à paraître ne peut que faire acte d'allégeance. Et L'Auto, seul quotidien sportif. Jacques Goddet, qui n'a pas souhaité laisser sa feuille à d'autres, en est resté le directeur. Raymond Patenôtre qui, avant la guerre, a acquis les parts majoritaires du titre, en a confié la gestion à un certain Albert Lejeune. Confiance

mal placée ! Son paquet d'actions va passer dans le trust Hibbelen, propriétaire de l'essentiel de la presse parisienne, sous le contrôle d'Otto Abetz, ambassadeur de Berlin. L'ennui pour L'Auto, c'est qu'une rubrique d'informations générales, «Savoir vite», a été ouverte. La politique du Reich va y couler, les résistants y être présentés comme terroristes. Goddet subit. Jusqu'à la fin de 1943 où plusieurs tirages de Libération, fer de lance de la presse clandestine, sortent nuitamment de ses rotatives. Aux premières heures de la Libération, L'Auto, comme ses homologues, est interdit de parution. Sport-Libre prend sa place. Pour la presse, sportive ou non, c'est l'heure de la recomposition.

Source : communiqué de presse

Poursuivons avec un ouvrage qui nous a particulièrement touché de par l'innocence de ses « auteurs » dans les années troubles qu'ils ont traversées. En effet il s'agit de récits d'écoliers qui nous offrent un regard sur la guerre, leur guerre.

Il nous tarde que la guerre finisse

Récits d'écoliers, 1939-1945
Editions Vendémiaire
176 pages – 14 €



Un témoignage unique sur la Seconde Guerre mondiale à travers les yeux de 38 enfants. Tour à tour ingénus et poignants, ils notent ce qui fait leur existence quotidienne dans cette France occupée : l'absence des pères, le rationnement, le maquis, la Libération...

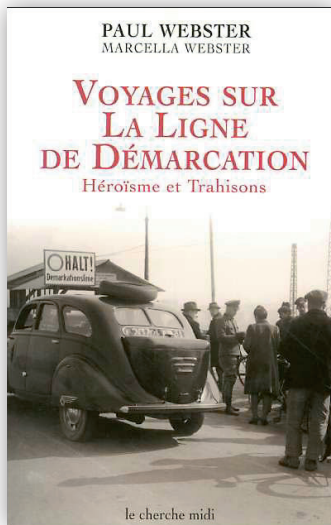
Sous l'impulsion d'un couple d'instituteurs, les Puges, les écoliers de ce petit village de 400 habitants situé dans un vallon de la zone viticole réputée des Corbières, au sud de l'axe routier qui va de Narbonne à Carcassonne, font le récit de leur guerre. De la mobilisation à la Libération, ils dressent un tableau à la fois naïf et très précis de la vie du village : l'absence des hommes retenus prisonniers en Allemagne, les privations (avec le détail des rations qui ne cessent de diminuer), l'arrivée des Allemands au lendemain de l'occupation de la zone libre en novembre 1942, le maquis, la victoire des Alliés et le retour des prisonniers... La liberté de ton étonne, les enfants souhaitant la défaite de l'Allemagne, prenant parti pour le maquis, comme l'acuité du regard qui dénonce le marché noir et les profiteurs ou bien encore décrit avec minutie les plaintes des ménagères ou des artisans. Tout est évoqué dans ces rédactions d'enfants âgés de 10 à 13 ans, parfois accompagnées de dessins : la faim, le froid, la peur, l'espoir... Un document exceptionnel, publié une première fois en 1978 et épuisé depuis, considéré aujourd'hui par les historiens comme une source majeure sur la vie quotidienne pendant la Seconde Guerre mondiale. Cette édition, mise à jour et enrichie par les dessins reproduits dans un cahier en couleurs, est présentée et annotée par Sylvie Caucanas et Rémy Cazals.

Source : communiqué de presse

Vient un ouvrage que nous avons lu récemment et qui a suscité un vif intérêt par la qualité des témoignages recueillis et l'originalité de la démarche entreprise par ses auteurs :

Voyages sur la ligne de démarcation

Par Paul et Marcella Webster
Editions du Cherche Midi
276 pages – 18 €



La ligne de démarcation, dessinée par l'Armistice de juin 1940, partageait la France en deux, de la frontière suisse aux Pyrénées. Elle séparait des familles, scindait des villes et des villages, plongeait l'économie dans le marasme. Chaque jour, des passeurs, courageux ou intéressés, aidés par des centaines de résistants, accompagnèrent d'une zone à l'autre des soldats évadés, des juifs fugitifs, des membres de l'armée

secrète... Des passages clandestins qui menaient à l'emprisonnement ou à la déportation en cas d'échec.

Pour aller à la rencontre des divers témoins et acteurs de cette période, ou de leurs enfants, Paul Webster et sa femme ont entrepris une marche de plusieurs mois sur les 1200 kilomètres de la ligne. Un voyage jamais entrepris.

Une enquête au long cours qui leur a permis d'entendre de nombreux témoins, de toutes les couches sociales et de toutes les tendances : pétainistes, communistes, gaullistes, y compris ceux qui n'étant ni les uns ni les autres ont simplement vu passer le train de l'histoire.

Une vue unique de la France profonde des années d'occupation, riche de nombreuses anecdotes, et aussi, par delà les récits tragiques et drôles confiés aux deux marcheurs, une singulière randonnée à travers les plus beaux paysages de la France.

Source : communiqué de presse

Nous arrivons maintenant à une histoire exceptionnelle que nous avons découverte récemment de manière inédite. Il s'agit du journal de Ruth Maier, une jeune fille déportée qui raconte toute sa courte vie jusqu'à ses 22 ans, de son

enfance au triste camp d'Auschwitz :

Le Journal de Ruth Maier

Une réfugiée juive en Norvège (1933-1942)
Traduction du norvégien par Alex Fouillet
Editeur : Jean-Claude Gawsewitch
256 pages – 23,90 €



Cet ouvrage est le témoignage poignant d'une réfugiée juive autrichienne en Norvège : Ruth Maier. Malheureusement pour elle son pays d'accueil tombe aussi sous la botte nazie dès 1940. Durant l'automne 1942 une grande rafle est menée contre les juifs d'Oslo. Elle est alors arrêtée et embarquée sur le cargo Donau aux côtés de 188 femmes, 42 enfants et 116 hommes qui seront tous conduits vers les sinistres chambres à gaz d'Auschwitz où elle trouve la

mort le 1^{er} décembre 1942 à seulement 22 ans. Dans son style, le journal de Ruth peut aisément se placer dans la continuité de ce que nous avons remarqué autrefois dans un journal comme celui d'Anne Frank, puisque c'est dès le plus jeune âge que son récit débute. À partir d'environ 1100 pages manuscrites et de 300 lettres, son parcours a été brillamment reconstitué. Ruth Maier était une lycéenne de dix-huit ans quand elle a quitté le Reich allemand à la fin janvier 1939 pour s'installer à Lillestrøm. Elle y passe le baccalauréat en 1940, se lie à de jeunes Norvégiennes par le biais du Service du travail féminin, dont la future poétesse Gunvor Hofmo avec qui elle sillonnera le pays. En septembre 1942, elle emménage seule dans la capitale et s'inscrit aux cours du soir à l'École des Beaux-Arts. Mais ses rêves de carrière artistique se briseront net lorsqu'elle est arrêtée, deux jours après son vingt-deuxième anniversaire. C'est là que s'arrête son récit. Celui-ci nous a profondément touché car il montre toute l'innocente jeunesse de Ruth, ses réflexions, ses interrogations, sa vie au quotidien avec ses privations, ses joies, ses peines, ses rêves, son goût pour la poésie ; bref son goût pour la vie qui finalement lui sera enlevée. Une très belle histoire.

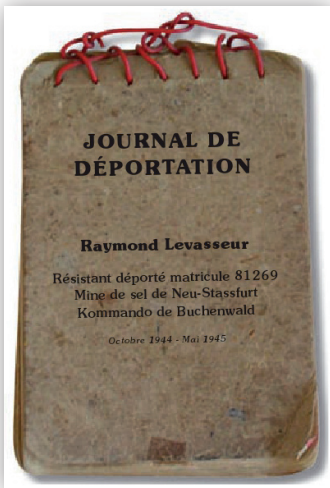
Parution le 13 septembre 2012

Source : communiqué de presse

Dans la continuité des récits de déportation qui arrivent en cette rentrée, c'est le récit tout à fait poignant de Raymond Levasseur, un résistant déporté, qui nous a aussi paru important de vous rapporter puisque ce sont ses carnets, désormais publiés, qui vont sortir prochainement. Il est particulièrement louable de signaler cette publication puisque ce sont ses petits-enfants qui, à leur compte, ont entrepris ce travail de mémoire :

Journal de déportation

Par Raymond Levasseur
20 €



Raymond Levasseur est né à Cailleville le 3 mai 1922. Enfant d'une famille modeste, il perd son père à l'âge de 10 ans et est élevé par sa mère dans la plus pure tradition religieuse. Il étudie au Petit Séminaire de Flers puis à l'Université Catholique de l'Ouest. Il n'opte pas pour la prêtrise mais s'appuiera tout au long de sa captivité sur cette foi qui l'a tant aidé à traverser les épreuves. Il

entre dans la clandestinité sous le nom de Joseph Touzé et opère pour le mouvement «Résistance». En mai 1944, il est arrêté dans l'Eure par les SS alors qu'il transporte des tickets d'alimentation et des journaux clandestins. Emprisonné à Evreux puis à Fresnes, il est ensuite interné à Compiègne et fait partie du dernier convoi pour le camp de Buchenwald. Durant sa captivité, il ne cesse de prendre des notes sur des morceaux de papier et des carnets qui lui permettront à son retour de rédiger puis de faire éditer en 1948 «Les Loups de Germanie», récit quasi quotidien de son emprisonnement et de sa déportation.

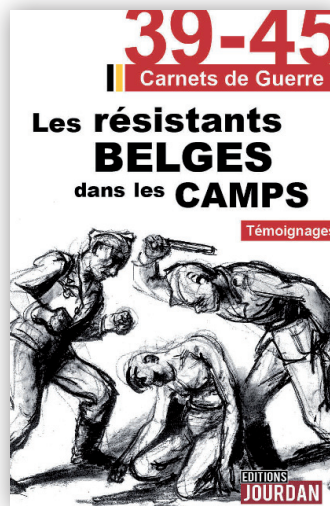
De ses notes, il ne subsiste aujourd'hui qu'un seul carnet écrit sur les lieux mêmes de captivité. Celui-ci est postérieur aux autres notes et carnets relatant les étapes préalables de cette descente aux enfers, soit le transfert vers l'Allemagne dans des wagons de mort, la captivité au camp de Buchenwald et les premiers mois à la mine de sel de Neu-Stassfurt. C'est le journal de bord sans littérature d'un jeune homme d'une vingtaine d'années qui nous est proposé, un document non retouché ni embelli qui garde ainsi sa force première et sa valeur d'instantané.

Source : Quatrième de couverture

Enfin, les éditions Jourdan ayant sorti récemment une collection de carnets de guerre nous avons décidé de vous présenter l'un d'eux (les autres suivront bien entendu dans les prochains numéros) très intéressant et dans la lignée des récits de déportations où la dureté de cette épreuve est représentée avec justesse :

Les Résistants belges dans les camps

Collection « 39-45, Carnets de guerre »
Témoignages recueillis par Alain Leclercq
288 pages – 18 €



Breendonk, Gross-Rosen, Dora, Dachau, Buchenwald : des noms de bien sinistre mémoire. Ces endroits et bien d'autres ont la triste réputation d'avoir abrité, durant la Seconde Guerre mondiale, des camps pour prisonniers politiques et pour résistants venus d'Europe. Le but de ce recueil est de dévoiler cette facette parfois négligée de l'histoire des résistants belges : celle

de la poursuite de leur lutte pendant leur détention dans les conditions les plus abominables.

Cet ouvrage est composé de récits d'anciens prisonniers wallons, flamands ou bruxellois ayant échappé à l'élimination, parfois par miracle, mais souvent grâce à leur farouche volonté de poursuivre le combat contre les nazis.

Ces émouvants témoignages de ce que fut, après leur capture, la suite de la lutte de ces hommes courageux, face à l'envahisseur, sont authentiques, bruts. Ils nous révèlent toute l'horreur de cet enfer, mais aussi le courage et l'abnégation de ces Belges qui, bien souvent, dès le début des hostilités, avaient décidé de se lever pour dire « non » à Hitler.

Source : Quatrième de couverture



Histomag'44

La Seconde Guerre Mondiale par des passionnés pour des passionnés !

Ce numéro vous a plu ?

Si vous souhaitez donner vos impressions,
débatte des articles que nous vous avons présentés,
le courrier des lecteurs vous attend :

<http://courrierhistomag.39-45.org>

Nous vous rappelons également que la rédaction
reste ouverte à toute proposition d'articles.

Un sujet vous passionne et votre clavier vous démange ?
N'hésitez pas : faites-nous partager vos connaissances !

histomag@39-45.org

